

le monde **libertaire**

Génération Jean-Paul II ?



Alors que les médias s'obstinent à leur coller l'étiquette de « génération JMJ », la jeunesse lycéenne s'oppose frontalement à Fillon et aux flics. Contrairement à leurs parents au printemps 2003, elle ne bat pas en retraite !

M 02137 - 1395 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Le travail, l'amour, la liberté nous porteront bonheur ! »

Ernest Cœurderoy

hebdo n° 1395

du 21 au 27 avril 2005

Sommaire



L'État dégraisse aussi dans **les collèges**, par Fred, page 5

L'actualité référendaire selon Moïse Cailloux, page 6

L'autruche est-elle européenne ?, par Frédo Ladriss, page 6

En finir avec **la superstition religieuse**, par P. Pelletier, page 7

Pas d'éclaircies pour **les nouvelles des fronts**, par Hugues, page 8

Les fascistes allemands continuent de frapper, par Olynx, page 9

Potkine fait son Nestor, page 11

L'histoire de la Résistance à plusieurs vitesses..., par R. P. Helms, page 12

Vision médicale du **développement durable**, par J.-P. Tertrais, page 14

Soyons simples : **abolissons l'argent !**, par J. Monjot, page 16

J.-C. Richard **dé-voile** l'école, page 18

Une bien belle **échappée** au pays de l'édition, page 19

Après les actu, **le cinéma**, par H. Hurst, page 20

Gérard Lorne nous a quitté, par J.-M. Raynaud, page 22

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Les gros soucis de Chirac sont-ils le nœud du problème? Seulement 39 % des Français l'auraient trouvé convainquant lors de sa dernière performance télévisée. Ce qui fait que le « non » monterait encore (56 % selon un dernier « baromètre » JDD). Le débat est engagé dans le Monde libertaire, faut-il participer à la consultation ou pas? Faut-il se tenir en dehors du coup (restant sur les positions traditionnelles du mouvement anarchiste) ou se placer dans le camp des opposants à un projet européen au plus grand profit du marché. L'écho des urnes passé, nous ferons le point. Notons tout de même que le PS trouve que Chirac est un Européen « tiède ». Réguler les profits a différentes approches.

Le conclave de Rome n'a pas cet œcuménisme. Les 115 cardinaux électeurs (avec portable interdit!) doivent choisir entre traditionalistes et réformateurs. De toute façon, il sera toujours le chef d'État du Vatican. À l'heure où de charmants camarades progressistes trouvent globalement progressiste le bilan de Jean-Paul II, il est toujours bon de rappeler que le « très progressiste » Opus Dei a été renforcé sous baise-béton. Sans oublier la guerre d'Espagne transformée en croisade et les morts franquistes béatifiés.

Raffarin déjà débranché? C'est le RPF qui le dit et le mouvement social peut-il démentir? Sûrement pas les ouvriers et ouvrières de Klaxon à Évreux dans l'Eure. Spécialistes dans la construction d'avertisseurs et d'antennes automobiles, leur entreprise est délocalisée en République tchèque et en Inde. Nos exquises confédérations syndicales peuvent-elles vraiment œuvrer utilement ou digèrent-elles les les banquets payés par la CES?

Quand l'Internationale des syndicats rouges était à son apogée dans l'entre-deux-guerres on pouvait sans aucun doute ne pas être en accord avec elle, mais elle faisait peur au capitalisme. Dans cet étrange XXI^e siècle l'internationalisme prolétarien est-il vraiment en marche?

De toute façon les 21 morts de l'hôtel de la rue de Provence à Paris ne pourront plus apporter leur grain de sel pour contrecarrer la logique du profit. Dans ce monde, qu'on soit à dire non ou oui à un référendum, la question reste toujours d'en bâtir un nouveau.

Lycées occupés

Les lycéens à l'épreuve de la BAC



Photo: Daniel Maunoury

Virginie Benito

MALGRÉ une certaine désinformation médiatique, la mobilisation lycéenne contre la loi Fillon ne faiblit pas. Elle prend de multiples formes et redécouvre le chemin des occupations, notamment dans la région Midi-Pyrénées (une quinzaine d'occupations à Toulouse, Tarbes, etc.). Vendredi 1^{er} avril, trois rectorats (dont Paris) ont été occupés, et le fonctionnement d'environ trente-cinq lycées perturbé. Le lundi 4 avril, deux lycées de Lille ont été évacués par la police. Le 11 avril, ce sont deux cents élèves qui occupaient le lycée Montaigne à Paris qui ont été évacués par les CRS, mais la manif qui a suivi a réussi à déborder les quelques policiers restés en faction et à pénétrer à nouveau dans le lycée.

Ces nouvelles actions ont l'avantage, même si elles sont moins visibles pour la rue, de résoudre momentanément le problème des violences d'une partie des jeunes envers les lycéens. Ces jeunes, tellement exclus du système scolaire qu'ils en étaient arrivés à se tromper de cible en se livrant à des agressions de type raciste et sexiste sur les manifestants et manifestantes, étaient devenus les alliés objectifs du gouvernement et de la presse à sa botte, qui pouvaient en profiter pour dénigrer le mouvement en dénonçant la violence et le manque de représentativité. L'autre avantage est de se réapproprié le lycée, de se donner, dans la

durée, des possibilités nouvelles d'organisation, de mener des discussions à la fois sur les modes d'action mais aussi sur des questions comme le fonctionnement de l'école, les rapports prof-élève, etc.

En ce sens, on peut dire que ce mouvement, s'il s'amplifie, correspond à une lame de fond dans la jeunesse qui dépasse largement les questions de manque de moyens, ou de la réforme en cours éternellement brandies par les syndicats.

Police partout, justice nulle part

Les consignes de fermeté du gouvernement sont très claires, et c'est le plus souvent avec violence que les forces de l'ordre interviennent contre les manifestations ou les occupations. Les lycéens font peur, difficiles à encadrer et peu rompus au petit jeu des tergiversations avec les RG. Il suffit qu'un proviseur appelle à l'aide pour que débarquent les nervis de l'État. À Rouen, c'est une centaine de CRS qui a empêché la tenue de l'Assemblée générale prévue dans la fac de droit le 10 mars, il est vrai qu'ils avaient le soutien objectif d'une dizaine de militants de l'UNI (qui, du coup, reprennent du poil de la bête).

Fillon, sous la pression ambiante du discours sécuritaire et du rappel à l'autorité lancé par quelques parents réactionnaires, nostalgiques des châtiments corporels et

autres punitions, entretient cette position paternaliste qu'ont toujours eu les ministres de l'Éducation successifs. Dialogue mais fermé. À l'heure où les établissements scolaires servent de traquenards pour les enfants de sans-papiers, où la vidéosurveillance a remplacé les foyers socio-éducatifs, et où on envoie la police directement à l'intérieur des lycées, les personnels devraient enfin se poser la question de leur rôle dans tout ce système.

Une réforme libérale initiée par les socialistes

Cette réforme a été initiée bien avant Fillon, sous le gouvernement socialiste qui, avec la réforme Allègre, ouvrait déjà la voie à la libéralisation de l'école. Les préconisations de l'ERT¹ concernaient déjà la restriction des dépenses des services publics, et notamment de l'enseignement (Nico Hirtt, *le Tableau noir de l'école*, 2000). Rentabilisation maximale, mise en concurrence des établissements (avec des outils comme le projet d'école dans le premier degré), regroupement en réseau, repris par la loi de décentralisation, appauvrissement des contenus d'enseignement, repris aujourd'hui dans la loi Fillon avec le socle minimal de connaissances, disparition de l'école maternelle, trop coûteuse, ouverture de formations assurées par le privé, développement de l'alternance, etc. À l'époque, ceux qui dénonçaient ce tournant libéral étaient jugés comme des alarmistes, notamment par les bureaucraties syndicales. Dès à présent, on entend parler de nécessaire rapport « qualité prix » dans le secteur de l'éducation comme dans tous les services publics. L'enseignement privé confessionnel trouvera dans ce genre de postulat un appui non négligeable.

Photo: Daniel Maunoury



L'attitude ambiguë des profs : « Je te soutiens, moi non plus »

La carte scolaire dans le premier degré (avec essentiellement la suppression des classes de soutien dans les ZEP) et la dotation horaire globale (DHG) dans le second degré sont catastrophiques. Même dans ces luttes nécessaires, les syndicats, englués dans des défenses de type corporatiste et catégoriel, se coupent de la lutte des précaires, pourtant de plus en plus nombreux dans l'Éducation nationale. Le manque de moyens, même s'il est réel, n'est pas le seul problème dans l'éducation. Cette revendication, brandie de façon isolée, permet de se défaire des questions du « comment faire », du rapport d'autorité, du droit des élèves, etc. Les ministres successifs ont beau jeu d'affirmer que même avec des moyens supplémentaires, comme en ZEP (voir les expériences de réductions d'effectifs, les emplois jeunes, etc.), les résultats des élèves ne se sont pas améliorés. En effet, tant que ne seront pas prises en compte les causes économiques et sociales de l'échec et la nécessité de travailler autrement, les enseignants s'évertueront à colmater sans vraiment résoudre. On peut penser que c'est là aussi l'une des causes

du relatif manque de soutien au mouvement lycéen qui porte en lui d'autres questions. À part des incantations, déclarations contre la violence de l'intervention des forces de l'ordre, les bureaucraties syndicales ont refusé d'appeler à la grève contre la loi Fillon. Seuls SUD-Éducation et la CGT-Éducation y appelaient le 15 mars dernier. La FSU, pour sa part, nous promène de journée d'action en journée d'action. Bien que réussies, celles-ci s'avèrent inutiles et en remettent une couche sur le découragement et le manque de certitude dans la capacité de gagner par la lutte, après les échecs cuisants de 2003 sur les lois de décentralisation et des retraites.

Lutter pour gagner

Fillon a reçu les délégations des principaux syndicats de lycéens, l'UNL et la FIDL. Loin de retirer son texte, ni même d'apporter des réponses concrètes sur les revendications pédagogiques : maintien des TPE (travaux personnels encadrés) en terminale, aide financière d'urgence pour les lycées les plus en difficulté, recrutement de personnels enseignant et d'encadrement, il a annoncé la création de quelques postes « d'assistants d'éducation » dans les lycées en difficulté. Ce mépris affiché montre bien l'inutilité totale de ce genre de tractations par délégations auxquelles veulent nous habituer les syndicats. Soucieux de garder leur place aux tables de négociations et de maintenir un contrôle, ils s'enferment dans une logique de collaboration qui nuit au développement du rapport de force.

Il faut avoir au minimum la cohérence de maintenir la revendication du retrait de la loi Fillon et oser s'appuyer sur les secteurs les plus mobilisés que sont les lycéens aujourd'hui pour reprendre l'action. Les comités de lutte lycéens-lycéennes, personnels locaux et la coordination nationale de ces collectifs peuvent être un premier pas vers l'auto-organisation. Cependant, la question de la lutte interprofessionnelle et l'unification des revendications dans tous les secteurs est également posée par la question de l'éducation. **V. B.**

Virginie Benito milite au groupe de Rouen

1. Ce qu'est l'ERT (ou Table ronde européenne) : fondée en 1983, ce cartel regroupe 47 des plus importants dirigeants industriels européens. Parmi eux, Jérôme Monod (Suez, la Lyonnaise des Eaux), Louis Schweizer (Renaud), Alain Joly (L'Air Liquide), Jean-René Fourtou (Rhône-Poulenc), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobin), Carlo de Benedetti (Cofide, Cir), etc. Le président de la commission Enseignement de l'ERT est François Cornélis (Pétrofina).

Aux États-Unis et au Japon, des groupes analogues se mettent en place en même temps et avec les mêmes buts. L'ERT ne s'occupe pas seulement de l'enseignement, mais elle comprend des commissions dans les divers secteurs économiques.

Béthoncourt, Doubs

Plongée dans un collège de ZEP

À L'HEURE OÙ L'ÉTAT au service du patronat ne se pare plus de ses oripeaux sociodémocrates, l'école subit des attaques sans précédent. De prétendues nécessités budgétaires conduisent à des fermetures de classe, au non-remplacement des départs en retraite, à la vente du système éducatif aux intérêts privés des entreprises.

Ainsi à Béthoncourt, c'était au moins une, voire deux classes de SEGPA qui étaient appelées à disparaître, avec à terme la fermeture définitive de la SEGPA, entraînant des suppressions de postes sur tout le collège et à terme sa fermeture et l'isolement grandissant du quartier.

Se repérer dans les sigles

Les quartiers classés ZEP (zone d'éducation prioritaire) sont des quartiers difficiles, mais difficiles pour qui? Surtout pour les habitants qui vivent une grande misère sociale et économique. En proie au chômage et aux barbus, la quasi-totalité des habitants de Béthoncourt, comme celles et ceux de tout le pays de Montbéliard, sont dépendants du bon vouloir et de la santé de l'usine Peugeot. Cela se traduit par la précarité, le temps partiel, des horaires et une vie sociale rythmée par les commandes de Peugeot, par les 3x8, par le chômage technique, par les délocalisations, le chômage tout court. Autant dire que ces conditions ne favorisent pas un plein investissement dans la chose scolaire.

Dans ce contexte, pour les enfants en difficultés, les SEGPA (section d'enseignement général adapté) se révèlent être des moyens de s'en sortir, de stopper la spirale de l'échec scolaire, de vivre dans des petites structures avec des classes limitées à 16 élèves, encadrés par une équipe enseignante limitée donc très présente. Ces élèves suivent un parcours de collège, avec les mêmes programmes, mais de façon allégée, adaptée à leurs difficultés.

Surtout, dès la 4^e, les élèves bénéficient de stages de pré-professionnalisation qui sont autant de découvertes du monde du travail afin de réfléchir à leur orientation. En effet,



arrivés en 3^e à 16 ans (date limite de la scolarisation), certains quittent l'école, sont renvoyés ou partent travailler. Une orientation correcte est donc primordiale. La plupart de ces élèves accèdent à un CAP, voire à un BEP, puis à un bac Pro. En tout cas, ils ou elles ne sortent que rarement non diplômés, que leur scolarité se poursuive en apprentissage ou en LP (lycée professionnel).

Alors, si les SEGPA répondent si bien à leur mission, pourquoi les fermer? Pourquoi alors qu'elles répondent aussi parfaitement aux « projets » du ministre qui souhaite favoriser les stages en entreprise pour tous les collégiens dès la 4^e? Tout simplement parce que cela coûte cher!

Faire des économies en sacrifiant les gosses

Les SEGPA sont de petites structures qui comptent au moins trois professeurs spécialisés (leur formation dure une année supplémentaire), deux PLP (professeur de lycée professionnel) qui sont chargés de l'enseignement technique en atelier, un poste de direction adjoint à l'équipe de direction du collège.

L'argumentaire de l'intégration des élèves en difficulté et/ou handicapés cache mal ces bas calculs financiers. Comment intégrer correctement les élèves en difficulté ou handicapés avec des enseignants non formés, avec des moyens limités et en baisse, avec des effectifs en hausse? À Béthoncourt, l'argument final pour justifier la fermeture nous vient de l'inspecteur d'académie: il y a 5,6 % d'élèves en SEGPA sur le Pays de Montbéliard contre 3 %

en moyenne nationale. Il faut donc arriver à 3 %! La fermeture programmée de la SEGPA de Béthoncourt n'est donc qu'un premier pas. En attendant, que deviendront les gosses? Aux problèmes évoqués, il faut ajouter le quota d'heures effectuées par des professeurs du collège (anglais, arts plastiques, musique, sport). La disparition des SEGPA veut dire des suppressions de postes sur le collège, des crédits en baisse avec des effectifs en hausse et présentant de graves difficultés d'apprentissage, et la mort lente des établissements.

Au final, l'IA a cédé sur le maintien des classes de SEGPA mais l'objectif de diminuer le nombre de postes n'est pas abandonné, au contraire. Ce qui se dessine, c'est une SEGPA fonctionnant avec un niveau 6^e/5^e et les classes de 4^e et de 3^e. Par contre, il n'y aurait plus que deux postes de professeur des écoles (soit un poste d'instit' supprimé).

En gros, faire comme aujourd'hui, mais avec moins de moyens humains. Cette solution permettra aussi certainement de ne pas ouvrir de classe de 6^e supplémentaire au collège, en gérant les effectifs au maximum légal (24 élèves/classe).

La lutte est donc loin d'être finie afin d'avoir les moyens d'accueillir dignement tous les enfants du Pays de Montbéliard.

Il faut dire que le Pays de Montbéliard devient peu à peu une zone sinistrée, au même titre que le Nord et la Lorraine. La mono-économie porte ses ravages au cœur même des familles. Bientôt, plus aucun service public n'existera dans ces quartiers, laissés à l'abandon et aux mains des islamistes et autres religieux (protestants, entre autres) qui, eux, poursuivent inlassablement leur travail de conditionnement des consciences.

Il est plus que temps de sauver ce qui est sauvable et de se préparer à la riposte contre le patronat et l'État avides de nos vies.

Fred

groupe Proudhon FA, Besançon
CNT du Doubs



Raffarindum

Savez-vous jouer au « ni oui ni non » ?

Cher Monde libertaire,

Dans ta récente livraison, un mien ami glougloute de façon tout à fait intéressante.¹ Chacun sait, qui lit le Monde libertaire, que je suis en désaccord profond avec lui quant à l'attitude à adopter face au referendum. On a pu deviner que le 29 mai je ferai, in extremis, ce qu'il me plaît, toutes choses s'accomplissant sans le secours d'une urne. Mon fraternel copain, entré de lui-même dans l'ordre des gallinacés, ira ce jour-là visiter les isoloirs, ce qui est bien son droit.

Certainement, ses arguments ne manquent pas de pertinence, et, ayant exposé déjà longuement les miens, je n'y reviendrai pas. Ou plutôt, je n'y reviendrais pas s'il ne m'était apparu que, trop lapidaire sans doute, j'avais laissé une ambiguïté écorner mes propos. Un sort déplorable a fait se mélanger les marmites.

Si j'évoquai le fatal récipient, ce fut certes celui qui contient la colère, et pas du tout celui plein de la misère et du malheur du peuple laborieux. Ainsi, je ne souhaite pas le moins du monde voir ces deux-là enfler sans jamais être soulagés. Je suis un partisan acharné, au contraire, de la conquête du bien-être. Et donc, quand face aux difficultés ambiantes, on vit pointer le tout petit début d'une fièvre prolétaire (près d'un million de manifestants le 10 mars, par exemple) l'espoir me gagna : allait-on enfin regagner un peu du terrain perdu ?

Je me trompais complètement. Le président de notre constitutionnelle v^e République fixa une date pour le referendum. Partis et syndicats de gauche lui emboîtèrent le pas vivement, et toute l'énergie militante si nécessaire à l'avènement d'un mouvement d'ampleur s'envola en fumée. Tous étaient, et restent, obnubilés par l'échéance urnicole. On fait croire au bon peuple de France, nourri depuis longtemps au grain des élections, que cela changera quelque chose – peut-être même tout, allez savoir !

Beaucoup coupent là-dedans... Devons-nous pousser la solidarité jusqu'à les suivre ? Pour moi, ce 29 mai ne mérite même pas une abstention. Ceux qui voteront voteront, et s'il n'y gagnent rien, ils n'y perdront certainement pas leur âme. Seulement leur temps.

Bien à toi,

Moïse Cailloux

1. Je fais bien entendu allusion à l'article « Referendum de la misère, misère du referendum », paru dans le n° 1394.

Quand l'autruche éternue...

L'Europe expliquée à mon chien

« La Constitution est Constitution parce qu'elle s'appelle Constitution. » Duhamel, politologue.

Ah là, tout de suite, mon chien comprend mieux.

Colère

« A force de dire que le PS vote pour Chirac, à la fin le PS se fâche. » Cambadélis.

Attention camarades, ils vont nous faire une grosse colère... Les petits poings à la rose se contenteront-ils comme d'habitude de s'agiter dans l'air, en vain, ou bien recourront-ils, comme lors du FSE, aux services payants des gros cons de l'UNSA-police ? Peu importe, au final : quand le PS se fâche, nous on trouve ça rigolo.

Interrupteur

« Quand quelqu'un a peur, la meilleure façon d'exorciser cette peur, c'est d'allumer la lumière. » Bayrou.

On l'appelle simplet, c'est l'idiot du village. Un benêt qui, même en plein jour, cherche l'interrupteur...

Banana split

« J'étais partisan du non, mais, face à la montée du non, je vote oui. » Manuel Valls, PS.

Valls est le genre de type qu'il vaut mieux éviter d'inviter au resto. Si vous optez pour le dessert il prendra du fromage, hésitera trois plombes entre le brie-votez-oui et le reblochon-votez-non. Une fois décidé, quand arrivera son assiette il choisira de l'échanger contre un banana split. Valls adore le banana split. Donc, il n'y touchera pas.

Fond

« Je crois de plus en plus au dossier de fond. » Douste-Blazy.

C'est marrant c'est exactement ce que me disait Robert, hier soir à l'apéro. Et sinon ? Sinon ça va, et toi ?

Au surin

« Désormais, tout est permis. Les chiens sont lâchés. » Mélenchon.

Ola, ça tourne à l'aigre... Encore un mois de campagne ? M'est avis qu'au Ps, entre ouiouistes et nonniens ça va se finir au surin, à la lame, au hachoir. Y'a pas à dire, c'est triste. Surtout pour les enfants.

Absolu

« Je ne suis pas un monarque absolu, même si je le regrette parfois. » Cluzel, patron de Radio France.

Il est amer, Cluzel. Il regrette le temps béni du ministère de l'Information et de l'ORTF. Il sait que ce temps ne reviendra plus, alors il guette celui où, une fois livré aux règles naturelles du marché, la radio ne tolérera plus ces, comment disent-ils, « grèves », encore moins l'existence des, comment disent-ils, « syndicats ». Patience, Cluzel. Le service public a vécu et monarque, tu l'es déjà. Absolu, ça viendra.

Main

« Le préambule de la constitution, nous l'avons écrit à la main. » Giscard.

Et donc, peut-on savoir avec quelle autre partie du corps fut écrit le reste du texte ?

Frédo Ladrisse.

(sources : l'Express, France Info, France Inter, Libération).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Quelle spiritualité ? Quelle sociabilité ?

Philippe Pelletier

LE MATRAQUAGE cathodique sur la mort de Karol Wojtyła et les différentes réactions gouvernementales ont au moins une conséquence intéressante : au cas où nos concitoyens n'auraient pas compris que le pape n'est pas seulement un chef spirituel mais aussi, et surtout, un chef politique, c'est qu'ils sont sourds et aveugles... Comment ça, on nous aurait menti à l'insu de notre plein gré ? La religion, ce n'est pas que spiritualité, recueillement, prière et mysticisme ?

Mais oui, Wojtyła est un chef politique éminent. Il a contribué à la décomposition du bloc soviétique et au renforcement du camp occidental. Certes, il a aussi évoqué les miséreux, les pauvres, le Tiers Monde. À ceux qui seraient abusés par cette rhétorique, on peut rappeler – sans même évoquer la catastrophe humaine engendrée par un refus de la contraception alimentant le sida et aggravant la misère du Tiers Monde – que Mitterrand (discours de Cancun par exemple) ou Chirac nous ont eux aussi abreuvé de bonnes paroles. Quant aux propos papaux contre le capitalisme, ils ne prouvent rien : Mussolini, Hitler, Staline, Mao et Pol Pot ont aussi donné dans ce registre, avec les résultats que l'on sait.

Cela dit, mettre l'accent sur la dimension politique du Vatican et répondre sur ce plan, ce n'est pas le plus difficile, même si par manque d'informations ou par contre-propagande, nous ne disposons pas de tous les éléments pour argumenter. Ainsi, il a été dit peu de choses sur le rôle de la papauté dans le démembrement de la Yougoslavie, par sa reconnaissance immédiate des indépendances de la Slovanie (catholique) et de la Croatie (catholique) qui mirent le feu aux poudres dans les Balkans... Quant au rôle transhistorique joué par le syndicat Solidarnosc, ceux qui dès 1980 attiraient l'attention sur le rôle pour le moins problématique de l'Église et de la foi dans ce mouvement recueillaient plutôt les sarcasmes ou les haussements d'épaule.

En revanche, nous devons plus profondément nous intéresser sur la prégnance du religieux – qu'il soit chrétien ou musulman – dans le monde actuel. En effet, la majeure partie des théoriciens du socialisme et singulièrement de l'anarchisme, à l'instar d'un

Kropotkine par exemple, postulaient, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, que l'émancipation humaine (donc le socialisme, ou l'anarchisme) allait progresser quasi mécaniquement sous le recul de la superstition religieuse, grâce aux coups de boutoir de la science, de la technique et de la rationalité. Nous savons que les choses ne se sont pas passées comme cela.

On peut certes rétorquer que le poids de la propagande, les moyens des Églises et la complicité des gouvernements ont été les plus forts. Que le réveil ou la présence du religieux dans les pays prétendument communistes, jusqu'en Chine, sont à placer au compte d'une réaction légitime face à la puissance totalitaire de l'État. Si ces explications ne sont pas fausses, elles sont insuffisantes. D'un autre côté, les foules rassemblées dans les pèlerinages ou les grandes messes médiatiques (jubilé, décès, couronnement, etc.) ne doivent pas nous masquer, au moins pour l'Église catholique en Europe occidentale, la désertion des églises, le déclin du denier du culte, l'effondrement des vocations sacerdotales. Mais, là encore, ce constat, qui prend des formes de consolation ou de plaidoyer pro domo, ne suffit pas.

Il faut réfléchir davantage, analyser d'autres facteurs, plonger plus profondément dans la sociologie et l'anthropologie. Écartons tout d'abord les fausses pistes du type écologie profonde ou primitivisme qui feraient des dérives scientistes et technologiques tous les maux d'une humanité moderne désireuse de retrouver l'harmonie rompue d'une alliance entre l'homme et la nature. Une partie de leur critique est justifiée mais leur misanthropie ouverte ou larvée, leur mysticisme plus ou moins païen, qui se conjugue en général avec le pouvoir de quelque gourou, et leur manque de crédibilité ne nous font pas avancer – c'est une litote. En tout cas, ils se révèlent incapables de nous donner des solutions pour gérer ce que le capitalisme et l'État nous laisseront. Dire qu'on détruira tout ou que ce n'est pas notre problème immédiat nous conduirait d'ailleurs à nous ranger parmi ces sectes qui nous promettent un monde meilleur, mais qui se montrent incapables de nous rendre un peu



Nouvelles des fronts

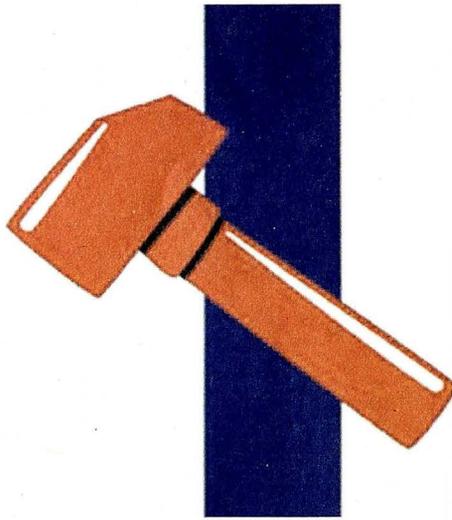
moins désemparés ou moins malheureux, non pas demain on rase gratis, mais aujourd'hui même, ici et maintenant. Le credo écolo en faveur des « générations futures » est à cet égard un avis général de rémission, larmoyante et compassionnelle, qui laisse dans la merde les générations actuelles.

Essayons ensuite de voir ce qui réunit les hommes et les femmes autour de la religion dans le monde contemporain. Assurément, il n'y a pas que la superstition pure ou la croyance aveugle. Il existe d'autres facteurs, attractifs, des bénéfiques primaires ou secondaires : une sociabilité, des éléments de fraternité, un besoin de s'élever, toute aspiration que l'on peut définir comme de la spiritualité. Que, dans les sociétés occidentales, celle-ci se conjugue avec une soif de consommer des biens matériels en tout genre, n'est pas le moindre des paradoxes. Drogue et contre-drogue ?

Je vois personnellement dans cette logique « du tout et du n'importe quoi », l'une des contradictions du capitalisme lui-même mais aussi (et pas seulement) de son supposé rival, le gauchisme, au moins en Occident. Le culte soixante-huitard de l'excès et de l'outrance, parfaitement récupérable par la société du spectacle et le cycle de la consommation, qui a fait malheureusement croire que l'anarchisme n'en était qu'une surenchère extrémiste, ont conduit beaucoup de personnes d'illusions en désillusions, dans le jm'en-foutisme ou la vulgarité. On le voit bien au niveau de l'éducation, où des théories soi-disant libertaires ont débousolé des générations d'enfants... Ce système de contradictions fonctionne aussi dans les pays musulmans où imams et ayatollahs ne dédaignent pas belles voitures, écrans plats, portefeuilles boursiers et Internet tandis que leurs prêches attaquent la décadence des pays occidentaux vus à travers les feuilletons américains ou les témoignages des parents émigrés, que les miséreux des villes et des campagnes aimeraient quand même tellement rejoindre...

Qu'on ne s'étonne pas si, dans ce tourbillon, et sur fond de recadrages de plus en plus autoritaires, la religion devient un nouveau cocon, rassurant. D'autant que, dans chaque pays, les Églises savent s'adapter aux critères locaux (là, franchement patriarcal; ici, un peu plus festif) ou mondiaux (avec Wojtyla, la papauté a compris l'enjeu des phénomènes de masses et/ou). Il n'est malheureusement pas sûr que les organisations libertaires actuelles soient suffisamment attractives, sur le plan simplement humain pour commencer... Il faudra donc balayer devant notre porte. Je suis sûr qu'une grande partie de la solution se trouve de ce côté. Il y a urgence car, au moins en France, l'affrontement des intégrismes catholique et musulman se profile, avec force revers de bâton. À ce moment là, le prêchi-prêcha laïc basé sur un argumentaire très idéologique suffira encore moins...

PH. P.



GRÈVE GÉNÉRALE LE 16 MAI, l'idée avance, après la forte résistance au lundi de Pâques travaillée dans le Gard, même les ratichons de la CFTC commencent à y penser.

À FO, on n'exclut pas un arrêt de travail et, à la CGT, on se tâte. Alors, c'est presque un nouveau « tous ensemble » qui se prépare. Espérons seulement qu'il ira plus loin qu'un simple boycott d'une mesure pseudo sociale et que ce jour relancera une politique de revendications offensives, tant pour que les vieux travailleurs ne grèvent plus comme des lapins lorsqu'il fait trop chaud dans leurs clapiers que pour un partage des richesses enfin égalitaire qui offre, au-delà d'une mort digne, une vie debout!

Sur les fronts, petite grève à la GMF pour les salaires... ce n'est qu'un début... À la GIAT, où le prolo syndiqué s'entête à produire des armes de destruction massive, ça ne tourne plus rond, et les résultats sont mauvais – les ventes de canons tueurs d'enfants baisseraient-elles? – ce qui aura pour conséquence, d'ici à 2007, le reclassement de 2 041 employés, pas facile dans les zones où la GIAT a ses sites de production.

On pourrait transformer tout ce bazar guerrier en usines de machines à coudre mais il est sans doute trop tard pour y penser, les dites machines sont probablement déjà fabriquées en Chine.

Quant à l'avenir du travail dans les services, il n'est pas plus brillant. Un rapport très sérieux a été remis à la commission des finances du Sénat (c'est pas sérieux ça?), il en ressort que 200 000 emplois, bagatelle pour un massacre, pourraient être délocalisés d'ici à 2010. Et on nous pompe encore l'air avec les 35 heures et la réduction du temps de travail. Puisque c'est comme ça, le 16 mai, on ira à la pêche!

Grande provoc' dans les transports, de Robien (encore un aristo pur jus) a lancé un

ultimatum pour imposer un service minimal dans les transports pour la fin juin afin de complaire à Seillière et à sa bande.

Ça pourrait chauffer, et les départs en vacances par le train risquent d'être très compromis. Une telle atteinte au droit de grève sans pour autant (ouvertement) songer à une réquisition des personnels pourrait, dans un secteur encore combatif, donner du fil à retordre à nos bons saigneurs. Affaire à suivre donc...

Après le très chauvin « Produisons français » du Parti communiste des années 75-80, voici, le « Licencions français » mais à l'étranger. En effet, PSA Peugeot-Citroën a annoncé la suppression de 850 emplois dans son usine de Ryton en Grande-Bretagne, et Alstom le vidage de 450 salariés de son site principal en Allemagne à Mannheim.

Licencier français mais à l'étranger, c'est meilleur pour le commerce et les élections, alors pourquoi se gêner. Du côté de MG-Rover, si les capitaux chinois n'arrivent pas, ce sont 6 000 postes qui seront sacrifiés. Vous avez osé dire réduction du temps de travail. M'enfin!

Pour terminer, Bolkestein n'est qu'un débutant et un timide en dumping social, il est déjà dépassé par son aile libérale et les esclavagistes contemporains. En Allemagne, un site de marchands de sueur vient d'être mis en place, on y propose des emplois sur Internet, et c'est celui qui se « vend » le moins cher qui gagne!

C'est pas beau ça, un marché aux esclaves autorégulé et n'étant constitué que de volontaires? Décidément, on n'arrête pas les dérégulations, sauf peut-être à jouer du virus informatique, de la saturation du site et de la fausse acceptation. Et, ici, c'est pour quand?

Hugues

groupe Pierre-Besnard

Allemagne

De la colère et des larmes après un meurtre fasciste !

Olynx

DANS LA SOIRÉE DU 28 AVRIL dernier, Thomas S., un punk de 31 ans a été tué par un néonazi de 17 ans. La scène s'est déroulée dans une station du métro de Dortmund (Allemagne), lorsque après une altercation verbale, le néonazi a frappé Thomas S. à trois reprises avec son couteau. Grièvement touché au cœur, ce dernier décédera dans l'ambulance le menant à l'hôpital. Il laisse derrière lui une femme et trois enfants.

L'agresseur et sa camarade, qui dans un premier temps avaient réussi à prendre la fuite, ont été arrêtés peu de temps après par la police. Un mandat d'arrêt pour meurtre a été délivré contre ce dernier (qui avait déjà eu affaire à la justice); sa camarade a, quant à elle, été remise en liberté.

Dans les jours qui ont suivi le meurtre, la mouvance punk a organisé une Mahnwache (rassemblement du souvenir et du rappel) en déposant des fleurs et des bougies sur le lieu de l'agression. Des néonazis sont alors venus à plusieurs reprises provoquer et inquiéter des personnes. L'un d'entre eux a menacé une femme, en lui promettant: « Je vais te planter. » Le lendemain, le même énergumène reviendra intimider un punk avec un couteau!

La mouvance néonazie s'est d'ailleurs donnée à cœur joie pour « commémorer » à sa manière la mort de Thomas S. sur Internet. Ils en ont au passage profité pour mettre en garde les antifascistes.

La Kameradschaft Dortmund (Camaraderie Dortmund) a publié, sur divers sites Internet et entre autres celui de l'Aktionsbüro Westdeutschland (Bureau d'action Allemagne de l'Ouest), une prise de position intitulée: « Un camarade suspecté de meurtre en préventive. » Outre le fait de se féliciter d'avoir trouvé un avocat pour leur camarade, on pouvait y lire: « La question du rapport de force a été posée, et pour nous la réponse est satisfaisante. » Cette « dépêche » mentionnait également les noms et adresses de six militants antifascistes qui étaient accusés d'être les responsables du meurtre! Cette prise de position disparaîtra rapidement du Net. Probablement l'hébergeur trouvait cela trop risqué et craignait des poursuites judiciaires. Ce meurtre a suscité une vaste mobilisation antifasciste. À

Dortmund, 4 000 personnes ont défilé le 2 avril derrière une banderole clamant: « Wut und Trauer zu Widerstand » (De la colère et de la tristesse à la résistance). D'autres villes ont également connu des mobilisations; Berlin (manif spontanée, 150 personnes), Stuttgart, Munster, Bern ainsi que Munich (10 000) et Verden (4 000) où il y a eu des manifestations contre des défilés néonazis.

Ce qui s'est passé à Dortmund n'est pas arrivé comme ça un beau jour. Cela s'inscrit dans un contexte local et national. Depuis plusieurs mois, le milieu néonazi (à Dortmund) est en ébullition. La sortie de prison, en septembre de l'année dernière, de Siegfried Borchardt, baptisé « SS-Siggi », ancien Landesvorsitzender du FAP (Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei: Parti ouvrier allemand libéral – national-socialiste), qui a été interdit, a fait monter le ton. À de nombreuses reprises, des néonazis ont simulé des défilés, se sont rassemblés devant des lieux de rencontre de la gauche autonome, etc.

Sur leurs forums, les néonazis projetaient de faire de Dortmund une « zone nationalement libérée », c'est-à-dire une ville qui serait sous leur contrôle. En se débarrassant (en tuant?) naturellement de tous ceux qui sont pour eux des « indésirables », l'ordre (nazi) règnerait. Une des principales conditions nécessaires à ce genre de « zone » est un rapport de force favorable dans la rue (et non dans les urnes) aux néonazis.

Le 11 mars (donc peu de temps avant le meurtre) on pouvait lire: « Celui qui n'est pas capable de tirer les leçons de ses erreurs doit avoir conscience des conséquences. Nous sommes tout à fait disposés à rafraîchir la mémoire de certaines personnes [...]. Comme cela a déjà été montré dans le passé, nous ne tolérerons pas que la gauche ou les antifascistes organisent des choses sans qu'elles ne soient surveillées, commentées et avant tout punies. »

Le vendredi précédant l'agression, la mouvance néonazie fêtait dans un bar la date anniversaire de la création du Borussenfront (Front de Borussia), qui a été interdit en 1992. Il s'agissait d'une organisation satellite de nombreux partis néonazis. À Dortmund et

Olynx milite au groupe Juillet 1936, à Strasbourg.





« De la colère et de la tristesse à la résistance ! »

dans ses environs elle servait de relais au FAP. La police, appelée pour tapage nocturne, intima à plusieurs reprises aux néonazis de faire moins de bruit; sans succès. Plus tard dans la soirée un Sri-Lankais sera insulté et frappé près du bar où se tenait la fête d'anniversaire. Suite à cette agression, la police arrêtera dix-sept personnes ayant participé à la soirée.

Globalement, en Allemagne, les violences fascistes ne sont pas rares. Depuis longtemps, toutes les agressions ne sont plus relatées dans les médias. Les manifestations contre ces actes ne sont plus forcément la règle. Dans de nombreux cas, ces violences sont attribuées (par la classe politique, les médias) à des jeunes désœuvrés, pas très intelligents, « dépressifs » et frustrés!

La réalité est très différente. Souvent, ces personnes font partie d'organisations néonazies ou de la mouvance gravitant autour de celle-ci. Ils sont donc loin d'être les pauvres décervelés pour lesquels on veut les faire passer. Après, il est bien sûr plus commode pour les politiques d'attribuer ces violences à des personnes paumées que d'en rendre responsables des militants convaincus ou d'« honnêtes citoyens » adhérant aux idéologies fascistes. Cela permet, d'un côté, de minimiser l'importance des organisations-partis néonazis et, de l'autre, d'évacuer la question gênante de l'influence des thèses fascistes au sein de la population.

Pour l'Antifa Saar/Projekt AK, « Une agression comme celle qui est mentionnée ci-dessus n'est plus une exception en Allemagne, elle représente plutôt la règle. Dans l'est de l'Allemagne, des villages entiers et des quartiers de certaines villes sont sous l'hégémonie de groupuscules néonazis. »

L'agression à laquelle il est fait allusion s'est déroulée dans la soirée du 18 mars der-

nier à Homburg/Saarbrücken aux alentours de la gare centrale. Deux jeunes sympathisants antifascistes sont provoqués par un groupe de six néonazis. Aux cris de: « Ce pays est le mien! Ici c'est moi qui fait la loi! » Ces derniers commencent à asséner des coups de poing et de matraques télescopiques à un des jeunes. L'autre personne, une jeune femme de 17 ans est contrainte d'enlever son T-Shirt sur lequel il y avait marqué: « Contre les nazis! » Il sera brûlé. Le jeune homme passera plusieurs heures à l'hôpital afin d'être soigné pour de nombreuses blessures au visage, aux bras, etc. Il porta plainte et la police arrêta deux des six agresseurs le même soir. Suite à cette agression, une manifestation rassemblera à Homburg/Saarbrücken quelque 300 personnes. Précisons cependant que les récits de l'échauffourée divergent sur un point précis: d'un côté, les deux jeunes personnes auraient été victimes de la même agression, de l'autre côté, certains évoquent deux attaques distinctes (à court intervalle). Le déroulement des faits (les coups et le harcèlement sexuel) reste pourtant inchangé dans les deux cas.

Quelques semaines plus tard, une nouvelle agression a lieu à Saarbrücken. Le dimanche 3 avril vers 3 heures du matin, quatre personnes se font attaquer par un groupe d'une dizaine de néonazis. Un des agresseurs clama: « Je suis fier d'être un néonazi allemand! » Trois des quatre personnes ont été plus ou moins gravement blessées. La personne la plus touchée, qui a reçu des coups de poing jusqu'à ce qu'elle perde connaissance, a subi de graves blessures à la tête, d'hématomes, de multiples fractures, et de blessures au bas-ventre. Les deux autres personnes souffrent de fractures et de contusions.

L'ambulance appelée par les victimes arriva sur place en même temps que la police. Cette dernière, au lieu de poursuivre les agres-

seurs qui ne devaient pas être très loin a préféré prendre les noms et adresses des personnes agressées. Lorsqu'une des victimes proposa à un policier de faire une description des agresseurs, ce dernier n'en tint absolument pas compte!

Les néonazis veulent s'imposer par la force, la violence, l'intimidation et la peur dans l'espace public. Il faut préciser que les liens entre les franges les plus radicales de la mouvance néonazie sont nombreuses avec les partis d'extrême droite « institutionnels » (NPD, et dans une moindre mesure DVU, Republikaner).

Dans la logique du contrôle de l'espace urbain à Berlin, le 5 avril une vingtaine de néonazis issus majoritairement de la Kamaradschaft BASO ont attaqué une soirée d'information organisée par les antifascistes de l'AAK. Peu avant le début de la soirée, une vingtaine de néonazis sont apparus dans les environs du café où était organisée la soirée. Ce dernier est situé non loin du local central du NPD (National-demokratische Partei Deutschland, Parti national démocratique allemand). Les vingt néonazis ont alors attaqué cinq personnes qui discutaient devant le café. Celles-ci ont réussi à fuir à l'intérieur. Deux d'entre elles seront pourtant blessées.

Les agresseurs ont ensuite filmé toutes les allées et venues et ont même tenté de pénétrer par l'arrière dans l'immeuble. La police arriva avec une toute petite heure de retard. Les néonazis n'ont donc pas été inquiétés... Comme déjà évoqué plus haut par l'Antifa Saar/Projekt AK, ces violences (insultes, agressions, menaces) sont devenues fréquentes, même si bien sûr elles ne se terminent pas toujours aussi dramatiquement comme à Dortmund. Ces violences sont pour les antifascistes représentatives de ce qu'ils appellent la « deutsche Zustände », la situation allemande! **Q.**

Informationsdienst gegen Rechtsextremismus:
www2.antifa.de
www.autonome-antifa.com
www.antifa-freiburg.de, www.de.indymedia.org
www.antifasaar.kommunikationssystem.de
www.antifa-ruhr.de

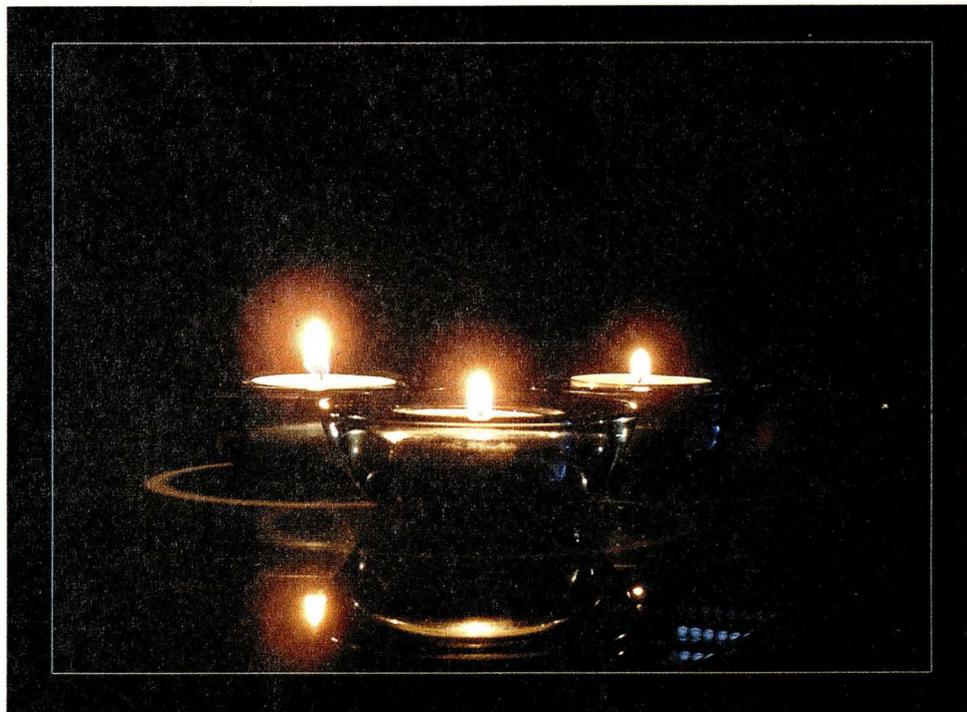
Quand on aime, on compte pas !

ALORS VOILÀ. Lui, 50 ans, calvitie banale, un peu de ventre, moustache, lunettes. Elle, 35 ans, d'origine sans doute chinoise, en élégant tailleur blanc, au décolleté plongeant, plongeant sur des seins de toute évidence siliconés. Ils ont réservé le salon Trianon de ce grand palace parisien. Petit, très beau, discret, le salon Trianon coûte, par soirée, un mois de salaire minimum interprofessionnel garanti. On y sert à la commande des repas fournis par le restaurant, renommé, de l'hôtel. Pour deux, impossible de dépenser moins que deux semaines de salaire minimum. Mais, avec les vins qu'ils ont commandés ce soir, il y en a pour un bon mois de salaire minimum. Lui et Elle veulent célébrer une « promesse de mariage ». Ils sont déjà fiancés, ils se marieront à New York, mais entre-temps, ils veulent se re-promettre qu'ils s'épouseront à New York. Les fleurs, des roses blanches et des arums, sont magnifiques. Et tout le chemin, du couloir central jusqu'au salon Trianon, a été semé de pétales de roses blanches. Deux semaines de salaire minimum. Oui, pour les fleurs! Les roses blanches, c'est très cher. En particulier en décembre. Ils ont commandé un acteur qui viendra déclamer pour un quart d'heure des poèmes d'amour. Deux autres semaines de salaire minimum. Ils se sont longuement embrassés sur la bouche à la fin des très beaux poèmes (Shakespeare, Emily Dickinson, Khalil Gibran). La suite qu'ils occupent dans le grand palace parisien coûte deux mois de salaire minimum, sans petit-déjeuner, par nuitée.

Le lendemain, rien. Enfin, rien qu'un couple amoureux ne puisse déceimment révéler. Les femmes de chambre déposent les repas dans l'entrée de la suite.

Le surlendemain, à 7 heures 30 du matin, une limousine emmène les amoureux, les yeux dans les yeux, la main dans la main, à l'héliport d'Issy-les-Moulineaux. Trente minutes de transfert, pour à peu près trois jours de salaire minimum.

La compagnie d'hélicoptères a disposé champagne et croissants dans le hall d'attente. On accueille avec style les gens lorsqu'ils dépensent neuf mois de salaire minimum pour louer, une seule journée, un hélicoptère Dauphin, le plus bel hélicoptère civil français. C'est normal qu'un hélicoptère soit très cher; ça vibre tout le temps, un hélicoptère. Il faut remplacer les éléments tellement souvent, qu'en dix ans il ne reste à peu près rien du moteur originel, et on a dépensé en entretien



quasiment l'équivalent du prix d'achat. Pour acheter un hélicoptère Dauphin, il faut compter six ou sept vies de salaire minimum. Sans fauteuils cuir pour l'hélicoptère, et sans périodes de chômage pour les vies.

Quand l'hélicoptère se pose sur la pelouse du château de Chambord (domaine national), une camionnette de la gendarmerie l'attend, et maintient la foule à distance respectueuse (les atterrissages d'hélicoptère attirent toujours une foule, quiconque prend l'hélicoptère régulièrement le sait). Privilège de classe? Que nenni, les gendarmes veulent simplement éviter que d'audacieux bandits volent l'hélicoptère pour aller délivrer leurs méchants camarades emprisonnés. Les deux gendarmes montent la garde une heure et demie. L'heure de gendarme n'est pas très chère.

Entre les châteaux, en l'air, on peut ouvrir le panier d'osier où ont été disposées des bouteilles supplémentaires, et un assortiment de canapés. Tout n'est pas rose dans un voyage en hélicoptère: le bruit fait qu'on ne peut se parler qu'en hurlant dans les micros des casques radios, qui disjonctent très souvent à cause des vibrations. Mais enfin, il faut avouer qu'un embouteillage vu d'en haut, c'est amusant.

Les vibrations, cela dit, ont tant échauffé nos amoureux qu'ils arrivent très en retard au grand restaurant parisien dont on leur a vanté les vins. Comme ils aiment la vie, et que Lui

veut prouver l'amour dont il brûle pour Elle, l'addition grimpe, à coups de romanée-conti. Deux mois de salaire minimum; mais on n'est pas tous les jours dans la ville de l'amour. Oups! Nous oublions le transfert retour (héliport-hôtel), puis le chauffeur et sa limousine pour la soirée. Mettons six jours de salaire minimum, parce que, pris de sympathie pour le chauffeur, ils lui ont donné un jour de salaire minimum en pourboire. Les riches sont aussi des êtres humains.

Le lendemain, dernier jour de vacances avant de reprendre le collier. Limousine toute la journée. Un an de salaire minimum chez Lalique, qui vend une tête de cheval en cristal de quatre-vingts centimètres de haut et soixante de large. Refroidir une telle pièce prend plusieurs mois, le prix est donc justifié. Cinq mois de salaire minimum chez Chanel, pour un sac à main, un boléro, deux paires de chaussures. Déjeuner sur le pouce chez Fauchon, pour, changeons d'unité de mesure, le prix d'une bonne trentaine de tickets-restaurant de Resto-U. Le soir, avant le retour vers New York, un billet de cinq euros à un mendiant qui a la bonne idée de mendier avec un chien, la gamelle bien remplie du chien en évidence. Les riches sont aussi des êtres humains (bis).

Nestor Potkine

Un Américain à Paris, sur les tr



Robert P. Helms

Et des plaques rouillées, pour ne pas oublier...

Le jour où il aperçoit la troupe d'acteurs, digne de figurer dans une comédie musicale prendre la direction du 60^e anniversaire de la libération de la capitale, Robert P. Helms remarque en partant au travail une plaque, accrochée dans la rue qui le mène vers la gare. Elle est dédiée à « Raymond Langlois, né en 1922, arrêté pour acte de résistance en 1940 et mort pour la France en déportation à Auschwitz en décembre 1943 ». Robert réalise que le jeune homme âgé de 18 ans s'est fait arrêter, seulement trois mois après l'invasion fasciste, et a été abattu dans un camp de la mort, après avoir servi d'esclave pendant trois ans au régime de Hitler. Pour autant, ce nom est sans aucun doute, celui d'un anonyme pour la plupart des résidents de sa rue. Arrivé à la gare de Noisy-le-Sec, il découvre une autre plaque portant les noms des cheminots arrêtés et déportés pour actes de sabotage contre les nazis, tandis qu'ils essaient de stopper le départ des trains emportant les déportés juifs vers les camps de concentration. Arrivé gare de l'Est, Robert est une fois de plus interpellé par un monument en pierre qui explique aux voyageurs en un condensé basique, la période française nazie et vichyste. Le nom de 70 hommes et de 8 femmes résistants aux fascistes y sont gravés. Une autre plaque plus discrète, située dans la gare, indique qu'entre 1942 et 1944, 70 000 juifs, dont 11 000 enfants, venus des camps de Drancy et de Bobigny et ont été déportés vers les camps de la mort.

Des gamins de 6 ans directement expédiés de l'école à la mort

Légèrement obnubilé par toutes ces traces de mémoire jalonnant la région parisienne, Robert P. Helms s'arrête un jour d'automne, juste avant d'arriver sur son lieu de travail, devant l'école Belzunce, située dans le 10^e. Il traduit l'inscription gravée en rouge sur du plastique noir: « À la mémoire des "students", déportés entre 1942 et 1944 pour être nés juifs. Innocents, ils ont été exterminés dans les camps de la mort, victimes du barbarisme des nazis et du gouvernement de Vichy, parmi

eux 500 habitaient cet arrondissement. » Robert, passant des dizaines de fois devant l'établissement avait toujours pensé qu'ils s'agissait de lycéens. Lisant sur le fronton « Ecole élémentaire », il en demande le sens à une jeune femme qui attend devant l'école et de combien étaient âgés ces adolescents. La dame répond: « Oh, ils devaient avoir entre 6 et 10 ans, tenez, à peu près comme ma petite fille qui sort de l'école ». Tandis qu'une gamine, pas plus haute que trois pommes se jette sur elle et s'agrippe à son bras. Puis, elles s'en vont lentement, tandis que la dame lui adresse, désolée, un petit signe.

Les communistes espagnols entrent en résistance

Robert P. Helms décide d'approfondir ses connaissances sur la Résistance et la déportation. En tant qu'anarchiste en visite, il se sent particulièrement concerné par l'histoire de sa ville d'accueil et veut décrypter le visible et le plus sombre. Un jour, il tombe sur un article de Denis Fernandez Recatala qui raconte, à l'occasion des commémorations de 2004, l'histoire du 9^e régiment, pour « ranimer les mémoires et rappeler la participation des étrangers à la libération de la France ». Après la défaite des républicains espagnols, quelques rescapés de la guerre civile, et tout d'abord les communistes, rejoignent la Résistance et les armées de la « France libre », à partir de 1942. Ils combattent aux côtés de la MOI (Main-d'œuvre immigrée), de l'OS et des PTF. C'est une façon, pour la plupart, de continuer le combat contre les fascistes, mais également de rendre la réciprocité à leurs camarades de l'Hexagone engagés dans les Brigades internationales. Environ 10 000 d'entre eux combattent dans le Sud, en Bretagne, dans les Alpes et le Bordelais. Pendant ce temps, à Paris, sont arrêtés les membres du groupe de Manouchian, composé d'une majorité de juifs de l'Est, probablement dénoncés aux occupants par Moscou, avec la complicité, jamais officiellement prouvée, de quelques dirigeants du PCF. Le célèbre poème d'Aragon, chanté par Léo Ferré immortalise ceux « qui meurent sans haine en eux pour le peuple allemand »!

Robert P. Helms, journaliste américain dans *l'Anarcho-Syndicaliste Revue* sa découverte de la résistance anti-nazie. Débarqué début 2004, dans une ville de France, il est plutôt surpris, le matin du 25 août, de collectionner de la dernière édition de la revue et revêtus d'uniformes d'époque : à l'occasion de la 60^e commémoration de la libération de Paris, pour lui, une lente initiation solitaire de mémoires en mémoires, l'entraîne à découvrir un événement souvent oublié : composé de 120 anarchistes, la libération de Paris, de Strasbourg



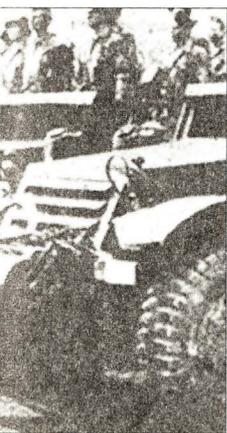
Les généraux Leclerc et de Gaulle saluant ceux de la Nueve.

Les Espagnols sont dans Paris.

Traces des résistants anarchistes

Un passionné d'histoire, raconte dans *Anarcho-Syndicalist Review*, une revue d'outre-Atlantique, la découverte de traces nazies dans la France de Vichy. Dans la banlieue est, il aperçoit, en 1944, un étrange bataillon de véhicules militaires. À la fin de la guerre, remplis d'acteurs grimés en soldats allemands, ils se dirigent vers la capitale, pour la libération de la ville. Alors commence l'opération qui, de plaque en plaque et de maison en maison, mène à la découverte d'un bataillon de soldats espagnols, il prit part à la libération de la ville avant d'atteindre la Bavière.

Anarcho-Syndicalist Review, winter 2005,
Traduction de Patrick Schindler
groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org



Les anars rejoignent les armées de l'ombre et libèrent Paris

C'est surtout à l'occasion de la libération de Paris que les anarchistes espagnols se font remarquer. Pour la plupart réfugiés dans des camps français, après la défaite subie contre l'armée franquiste soutenue par Hitler, ils sont harcelés à partir de 1939 par les gendarmes qui veulent les enrôler dans la Légion étrangère. Plusieurs milliers d'entre eux s'y engagent, voyant une manière d'échapper aux camps et de continuer la lutte contre le fascisme, soit en Afrique du Nord, soit au Tchad ou encore au Cameroun. D'autres anarchistes rallient les Forces françaises libres, dès 1940 et participent au débarquement allié en Algérie, tandis que les derniers décident de rejoindre les colonnes du général Leclerc. Les survivants entrent dans Paris le 24 août 1944, avec la 9^e compagnie de blindés, entièrement composée d'anarchistes espagnols qui s'expriment en castillan. Un des chars, le « Guadalajara », porte le nom d'une victoire des républicains, d'autres portent des noms de batailles de la guerre d'Espagne (Ebro, Teruel, Brenete, Madrid). Durant cinq jours, les anarchistes, entre autres, tiennent l'Hôtel de Ville, en attendant les renforts, ou se battent contre les derniers « rats de la Gestapo » réfugiés dans les hôtels de luxe. Les combats redoublent dans toute la capitale, et les anarchistes espagnols se joignent aux combats de rue.

Après Paris et Strasbourg, Berchtesgaden, la symbolique

Paris libéré, les brigades d'étrangers composées d'Italiens, de Polonais, d'Arméniens et de quelques Soviétiques rescapés des camps, sont fusionnées dans l'unité « Liberté ». Les Espagnols sont les plus nombreux et 500 se battent encore partout dans la capitale, tandis que plusieurs dizaines d'entre eux y laissent leur peau. Les survivants rejoignent la 2^e DB de Leclerc et réintègrent la 9^e compagnie, en direction de l'Allemagne. Les anarchistes espagnols participeront également à la libération de Strasbourg, où périt le lieutenant-colonel Putz, volontaire des Brigades internationales, au milieu de ses camarades républicains espagnols. Les survivants poussent même jusqu'au quartier général de Hitler en Bavière, lieu symbolique où le dictateur avait reçu Mussolini et

le collaborateur français Laval. Arrivés là, les anarchistes espagnols sont réduits à peau de chagrin, ils étaient pourtant plusieurs milliers à s'enrôler en 1943 au Tchad pour combattre Hitler, l'allié de Franco. Ils n'avaient plus qu'un seul désir après avoir vaincu les derniers nazis : retourner en Espagne, avec l'appui des alliés. Mais leurs espoirs furent naturellement trahis, et Franco restera au pouvoir jusqu'à sa mort, en 1975, tandis qu'ils seront vite oubliés par cette France, pour laquelle ils se sont pourtant battus.

Grands oubliés de l'histoire et timides efforts de mémoire

Pour Robert P. Helms, commémorer la libération de Paris, c'est bien, mais il remarque vite qu'aucune trace ne reste de l'engagement des anarchistes espagnols et des autres étrangers pour la libération de notre pays. Seul, un tableau de Picasso intitulé *Monument aux Espagnols morts pour la France* les commémore, voisinant avec le fameux *Guernica*, situé dans le Musée Reina Sofia, mais à Madrid...

De plus, Robert constate combien Paris est éloigné du reste du pays. En effet, il nous rappelle que le 24 août 1944, jour où « Paris est libéré », à Maillé, un petit village situé à quelques heures de train au sud de Paris, les troupes SS en débandade pénètrent dans chacune des maisons pour y abattre froidement et systématiquement ses habitants, tout brûler sur leur passage et faire 124 victimes, avant de disparaître. Il aura fallu attendre le 60^e anniversaire de la libération pour que les familles des victimes et des quelques villageois survivants ouvrent un tout petit musée dédié « au village martyr de Touraine », dont très peu de Français connaissent la tragique histoire. Et juste à côté, dans la grande ville voisine, à Tours, la plupart des rues portent encore aujourd'hui les noms attribués par le régime de Vichy, ils n'ont jamais été changés depuis. De même, l'immeuble dans lequel siégeait et torturait la Gestapo ne porte pas de plaque. Dans Paris, les traces de la guerre et de la Résistance surgissent de partout, mais à Tours on a l'impression qu'il ne s'est rien passé et que le temps s'est arrêté à l'heure de la Collaboration. L'histoire de la libération de la France tourne donc à plusieurs vitesses !

Le développement durable

ou l'art de traiter un cancer en phase terminale avec un demi-cachet d'aspirine

Dans son hors-série n° 63 du 1^{er} trimestre 2005, *Alternatives économiques* consacre un dossier complet au... développement durable. S'agirait-il de somptueuses étrennes offertes au patronat ou d'un gage de servitude aux tenants de la social-démocratie ?

Jean-Pierre Tertrais

Le TITRE, A LUI SEUL, annonce la couleur. Il aurait pu être « neutre », du style: « Le défi écologique du XXI^e siècle » ou « Une civilisation qui se heurte aux limites physiques de la planète », ou encore « Développement durable ou décroissance? », puisqu'il y a effectivement controverse, polémique. Or le titre choisi (Le développement durable) invite à suivre la seule voie possible: l'habillage vert du capitalisme – le débat est pour ainsi dire clos, car il s'agit bien d'une idéologie qui s'inscrit dans le cadre du « politiquement correct », c'est-à-dire un contrôle social évacuant, chez l'individu, tout désir de débat, toute volonté de lutte.

La première partie du dossier présente un bilan pertinent de l'évolution humaine, un état des lieux documenté.

– Une empreinte écologique grandissante. Longtemps, la transformation de la nature par l'homme s'est opérée de manière très progressive, sans porter atteinte aux équilibres complexes des écosystèmes, à travers différentes étapes (maîtrise du feu, apparition de l'agriculture, métallurgie, etc.). Si l'histoire semblait jusque-là immobile, depuis deux siècles, une accélération foudroyante compromet gravement l'avenir (colonialisme, révolution industrielle, urbanisation, énergies fossiles, chimie, électricité, nucléaire, biotechnologies, etc.).

– Une prise de conscience en demi-teinte. Face aux dommages infligés à la biosphère, une prise de conscience progresse, une mouvance écologiste va naître et favoriser une contestation plus ou moins vive de la société industrielle. Du côté des « officiels », entre le Club de Rome créé en 1968 et le sommet de Johannesburg de 2002, des dizaines de réunions internationales se sont tenues, autant

de grands-messes qui n'accoucheront que de mesures dérisoires, d'intentions parfois louables, de vœux pieux, de promesses... qui ne seront pas tenues.

Des résistances considérables (pressions des lobbies industriels, rigidité des structures, contraintes budgétaires, échéances électorales privilégiant le court terme, comportement consumériste des populations sciemment entretenu, etc.) empêchent d'obtenir des résultats concrets. « Le réveil risque d'être brutal. »

Le marché, horizon indépassable

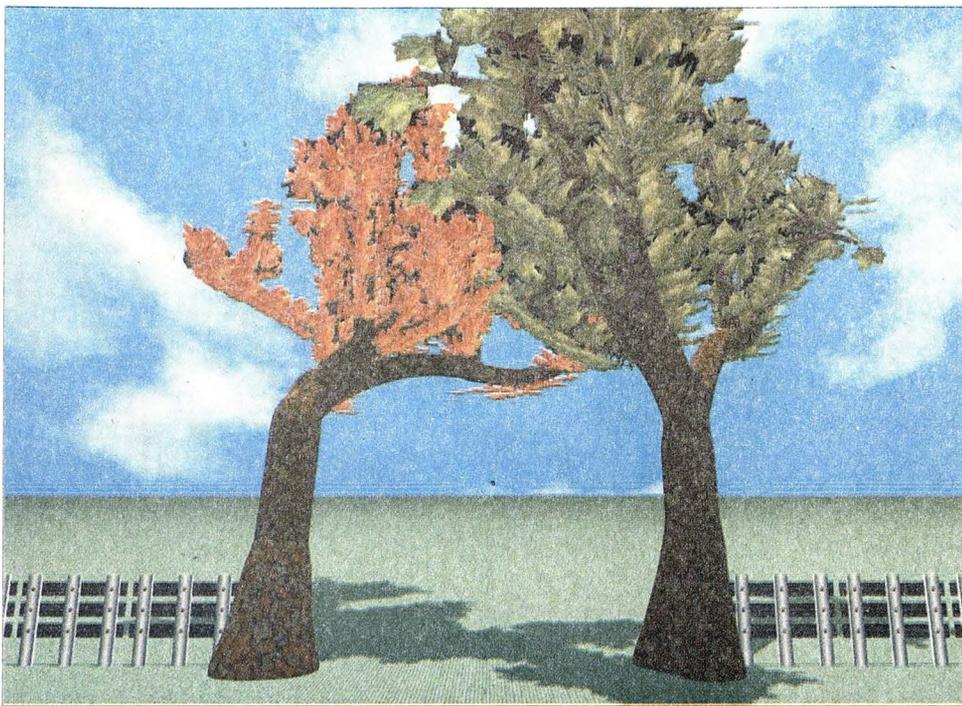
Mais l'intérêt de ce dossier réside évidemment dans la seconde partie – les régulations, les enjeux – où l'on peut savourer cette ambiguïté congénitale à la revue.

Avec beaucoup d'audace, on se pose la question des finalités de l'activité économique. Avec fierté, on vante les nouveaux indices de développement (humain, social) qui rendent mieux compte du bien-être d'une société que le seul PIB.

Mais c'est aussitôt pour valoriser les outils dont disposent désormais les pouvoirs publics pour inciter producteurs et consommateurs à privilégier des biens et des services plus économes en énergie et matières premières (interdictions, labels, normes, écotaxes, permis d'émission, etc.). Comme si cet arsenal de dispositifs allait balayer le cynisme des dirigeants de grandes entreprises.

On vitupère impitoyablement la dictature des seuls intérêts financiers ou commerciaux. Mais c'est aussitôt pour se targuer des nombreux codes de conduite ou chartes éthiques mis au point par les sociétés, les différents référentiels globaux liant le social et l'environnemental, les agences de notation. Comme si ces démarches traduisaient un autre souci que





l'usage marketing du concept de développement durable.

Enfin, on se montre favorable à la « création d'un marché sincère, qui dise la vérité écologique »! (la naïveté peut-elle atteindre un tel degré chez des « spécialistes »?). On appelle à la « mobilisation citoyenne »... dans le cadre que vous savez. Bref, on nous rejoue la farce du capitalisme à visage humain. Et si les grands fauves devenaient végétariens! Lion et gazelle: même combat!

Sus à la décroissance!

Le passage le plus révélateur reste cependant l'article de Guillaume Duval intitulé « Décroissance ou développement durable? » Le texte de présentation a le mérite de la clarté: « Les limites actuelles de l'action en faveur du développement durable amènent de l'eau au moulin des partisans de la décroissance. Mais leur projet n'est pas en mesure de répondre à la grave crise écologique qui nous menace. » Parce que le développement durable, lui, sera évidemment en capacité de surmonter cette crise! Passons rapidement en revue quelques « critiques » formulées à l'égard de la décroissance.

– Elle résulterait d'une vision du monde passéiste selon laquelle « c'était mieux avant ». D'une part, c'est remplacer des arguments par des états d'âme. Qui, en effet, pourrait intégrer suffisamment de critères pour définir quelle période de l'histoire a le plus comblé l'humanité? Et puis est-ce une vraie question? Lorsqu'un cancre sèche devant un problème, il se lance dans le hors-sujet! D'autre part, cette objection ne concerne qu'une partie des tenants de la décroissance; l'auteur l'écrit lui-même: « Pour la plupart de ceux qui défendent cette idée. » Et pour les autres, quelle démonstration?

– « La croissance entretenue depuis deux siècles est indissociable de la démocratie. »

Mais précisément, c'est cette illusion du progrès technique qui a conjointement anesthésié la conscience politique des masses et compromis les grands équilibres de la biosphère: la paix sociale achetée au prix fort, celui de l'aggravation des conditions de vie des générations futures. D'autre part, peut-on continuer à qualifier de « démocratiques » des régimes (États-Unis surtout, mais aussi Europe) où ce sont les banques et les lobbies industriels qui élaborent les schémas politiques et qui, par l'intermédiaire des médias dont ils disposent, façonnent l'opinion publique?

Faisant l'apologie de ces deux siècles d'économie de croissance, l'auteur écrit: « Malgré tous ses défauts, le salariat constitue bien une forme supérieure de rapports sociaux par rapport à l'esclavage et au serfage. » Est-ce si sûr quand la recherche effrénée de l'abaissement du coût du travail, la délocalisation, la sous-traitance rognent les acquis sociaux obtenus par la lutte, et instituent précisément, non seulement des salariés pauvres mais, avec le travail précaire, un « esclavage moderne ». Au fait, s'accrocher au salariat ne témoignerait-il pas d'une vision un peu... passéiste de l'histoire?

– « Envisager un retour en arrière n'a de toute façon pas de sens. » Encore une affirmation gratuite! Le problème ne se pose en effet pas du tout en ces termes. Quand un automobiliste atteint par inadvertance 150 km/h, il doit inverser la trajectoire de l'aiguille sur le compteur. De la même manière, parce que l'empreinte écologique globale dépasse de plus de 20 % les capacités de régénération de la planète, il faut décroître au moins jusqu'à permettre à nouveau ce renouvellement des ressources. Mais on ne parlera pas d'empreinte écologique, cette notion trop précise qui lézarde amalgames et approximations.

Le capitalisme? Connais pas!

Une critique de la décroissance s'avère pourtant judicieuse: « La décroissance n'est, ni sur le plan économique ni sur le plan politique, un projet de nature à répondre à la grave crise écologique qui nous menace. » Effectivement. L'anarchisme, lui, constitue, au contraire, non un modèle « clés en main », mais la seule théorie sociale globale, le seul projet politique cohérent capable de mettre en œuvre la décroissance, parce qu'il serait fondé, non sur la multiplication de besoins artificiels générateurs de gaspillages et de profits, mais sur la définition, par les populations elles-mêmes, des besoins essentiels. Et c'est bien pour cette raison qu'on ne parlera pas non plus d'anarchisme! Quand on ne veut pas remettre en cause le capitalisme, on ne peut admettre la décroissance, puisque les deux sont antagonistes (même J. Bové et S. Latouche l'ont reconnu!). Pour une entreprise capitaliste, il n'est, par définition, pas « rentable » d'investir pour les générations à venir.

Faut-il rappeler les propos de S. Mansholt qui s'y connaissait en matière de capitalisme pour l'avoir géré en tant que président de la Commission européenne: « Pour que l'humanité survive, il faut que le capitalisme meure »!

G. Duval semble avoir découvert, et peut-être même compris, la concurrence capitaliste: s'agissant des difficultés à modifier des pratiques: « Même si tout le monde aurait à y gagner à long terme, les mesures à prendre à court terme mettent en cause de nombreuses situations acquises. Chacun attend que les autres fassent le premier pas... ». Oui, c'est même pour cette raison que le système capitaliste est historiquement suicidaire! Dans une société autogérée où l'économie serait relocalisée (c'est-à-dire où les multinationales auraient disparu), cette résistance au changement n'aurait pas lieu puisque l'innovation n'engendrerait pas le risque de perdre des marchés gigantesques... qui n'existeraient pas.

Pas étonnant donc que l'article en question se termine par une proposition des plus inconsistantes: les écotaxes. Mais fallait-il attendre une analyse plus téméraire de la part d'une revue qui a toujours, à la fois, dénoncé les ravages de plus en plus graves du capitalisme, et prétendu régulé ledit système capitaliste. Le développement durable ou l'art de traiter un cancer en phase terminale avec un demi-cachet d'aspirine! Sachant que les multinationales bafouent régulièrement les conventions, déclarations et autres recommandations peu contraignantes, sachant que chaque jour se tissent des liens de plus en plus étroits entre les classes politiques et les dirigeants d'entreprises, combien de scandales financiers, d'affaires de corruption, de millions de chômeurs, d'atteintes graves à l'environnement et à la santé publique faudra-t-il encore pour que les réformistes reconnaissent la stérilité de leur position?

J.-P. T.

Abolition de l'argent

« Soyons socialistes. Ne cherchons la justice, toute la justice politique, économique et sociale que sur la voie de la liberté. »

Bakounine

Jean Monjot

EN RÉPONSE À L'ARTICLE SUR LA BANCOCRATIE qui propose à l'instar de Proudhon une banque du peuple et un crédit mutualiste, on peut préférer le socialisme libertaire avec abolition de l'argent et du salariat. Ce qui suppose une analyse de l'argent en précisant que l'économie n'est pas une science, mais une technique dont il n'est pas utile de décortiquer tous les rouages et détails avec ses multiples contradictions et paradoxes qui ne changent rien à l'analyse de fond du système. Il ne s'agit pas de réfléchir dans, mais sur le capitalisme.

Il faut d'abord définir ce dont on parle.

L'accumulation n'est pas la capitalisation que Marx confond. L'accumulation n'obtient que ce qu'elle économise (10 euros par mois donnent 120 euros par an). La capitalisation en veut plus par la plus-value (10 euros par mois donnent 150 euros par an, soit 25 % d'intérêts).

La plus-value est à séparer de la valeur ajoutée, ce que ne souligne pas Marx. La plus-value est un vol légalisé sur le travail de l'autre en échange de rien. Le profit, lui, est calculé sur l'ensemble de la production mais a le même caractère. La valeur ajoutée-salaire, correspond à un travail qui apporte une valeur réelle en plus au produit.

La plus-value est à distinguer de la valeur d'échange, que Marx lie, alors qu'il peut y avoir plus-value sans argent et argent sans plus-value. La plus-value exclut certains de l'échange et pose la question de l'exploitation. La valeur d'échange, la monnaie, veut au contraire tout inclure dans son code et pose la question de l'aliénation (analyse qui manque à Proudhon et que Marx a faite mais avec des erreurs).

La plus-value est un phénomène pervers, c'est le vice secret du capitalisme. Accaparée par le capital, elle manque à l'échange. Du fait du profit, le prix de vente est supérieur au salaire versé qui ne peut plus acheter toute la production. D'où surproduction, chômage et crise de récession. Certains sont exclus de

l'échange. Paradoxe pervers, la pénurie s'instaure en phase de surproduction, que Proudhon a mieux analysé que Marx. « Pour que le travailleur vive, il faut que son salaire puisse racheter son produit. » Naît une dissociation schizophrénique entre le désir imaginaire, sollicité pour consommer toujours plus, et le besoin réel essentiel, non satisfait faute de moyens financiers. Cela secrète la haine et la violence.

« Lorsque les forces individuelles ont été payées, la force collective ne l'est pas. » (Proudhon). Le capital tire de la plus-value sur le travail collectif qui produit plus que la simple somme des travaux individuels, mais ne paie pas ce surcroît de production. C'est la plus-value relative.

Les capitalismes productif, commercial et financier s'opposent dans leurs intérêts respectifs mais sont complémentaires. Le financier investit le productif dont la production est écoulee par le commercial. Mais de toute façon, ce sont trois aspects du même système. Leurs profits s'additionnent et aggravent la crise.

Le profit tue le profit. Du fait du profit, toute la production ne peut être écoulee, d'où manque de profit. (C'est une conséquence et non la cause de la crise comme le dit Marx. La cause de la crise est l'existence même du profit). Pour maintenir le profit immédiat, on diminue les salaires et les effectifs, ce qui réduit la consommation, et donc la production et le profit. Le système tourne en rond dans un cercle vicieux.

Le capitalisme profite de la crise pour privatiser les services publics et accaparer toute activité comme source de profit, dans une globalisation mondiale et une guerre de concurrence qui entraînent la précarité, la flexibilité et l'hyperproductivité. La concurrence tue la concurrence, le gros mange le petit dans une fusion avec réduction du personnel pour dominer le marché et la concentration des capitaux qui aggravent la crise.



La privatisation du service public brise la solidarité et l'égalité d'accès au service qui n'est plus un droit mais une marchandise source de profit. Elle vide la démocratie de sa substance, ne décidant plus que du rôle répressif de l'État. Tout se décide dans les gouvernements d'entreprise par les actionnaires, au prorata de leur part. Seul l'argent a droit de parole.

Pour sortir de la crise, le capital doit inventer un nouveau marché à long terme créateur d'emplois. La plus-value se transforme en valeur ajoutée – salaire pour relancer l'économie. Mais c'est pour encore plus de plus-value, nouvelle crise, nouveau marché, etc. Le capitalisme ne fonctionne que dans une expansion à l'infini, quitte à produire inutile et nuisible, avec les dégâts écologiques que cela entraîne. La croissance de l'argent étant infinie, la production doit suivre. Mais l'argent ne représente pas l'économie réelle.

La plus-value suscite l'égoïsme agressif et l'avidité narcissique dont l'argent est la drogue dure à accoutumance où il en faut toujours plus. Avec le système de classes, le manque est pour l'autre, dans une perversion sadique où l'autre n'est qu'un objet manipulé sans droits ni plaisir ni histoire personnelle. Les activités sont perverties. Elles ne sont plus conçues pour répondre aux besoins de l'être humain mais pour le profit du capital.

La plus-value est un vol de représentant – argent, toute la production ne peut être écoulee. Son discours est un vol de signifiant – mot, une parole ne peut être échangée, et la cause et la réalité de la crise restent dans un non-dit recouvert par une idéologie qui ne dit pas son nom.

La valeur d'échange – argent est un symbole sans symbolique de nature schizophrénique, et non fétichiste comme le présente Marx. Totalitaire, l'argent prétend tout représenter des usages et des échanges, être l'équivalent où tout se compare, incluant tout dans son code. La société n'est conçue que comme un marché où la monnaie est le référent unique de tout.

C'est une pure abstraction coupée du réel. Le prix ne dit rien de l'objet ou du service et de ses qualités intrinsèques, ni du travail ni de l'usage de la personne qui varie avec les individus. Chosifié en marchandise, l'individu n'existe pas pour lui-même, mais pour sa valeur d'échange. Le capital isole et met en concurrence, mais c'est une pseudoindividuation avec pour seule identification celle de l'argent. Tout perd sa particularité, le prix ne reflète que le marché. Tout devient marchandise sur le même plan, objet et personne, superflu et essentiel, sans distinction, dans une discordance idéo-affective. L'argent ne parle que de lui, valeur autistique, marque hallucinante d'un vide.

L'argent décide que l'usage a une valeur. Marx a tort d'opposer valeur d'usage et valeur d'échange. C'est la valeur d'échange qui détermine la valeur d'usage comme l'a analysé

Baudrillard. Marx confond avec l'usage réel de la personne qui ne peut être codifié en valeur. (Mais Marx ignore la personne humaine qu'il réduit à un être social fabriqué par le rapport de production comme explication universelle des sociétés. Comme les capitalistes, Marx met l'économisme au centre de tout, dont tout doit découler. C'est une conception totalitaire et dogmatique d'un déterminisme mécaniste de l'histoire qui se ferait en dehors de la volonté des individus et qui nie les multiples aspects de la vie et du monde).

Derrière le caractère hystéronarcissique d'être possédé par le phallus-argent, le spectacle de la marchandise est un théâtre d'ombres, une pseudomutualité de personnages et de scénarios, qui conditionne la pensée et colonise le rêve et le désir pour vendre son produit et son idéologie, à l'encontre du besoin et du moi réel de la personne. Simulacre de vie, la diversité des rôles est une pseudoindividuation où l'être humain se produit et se consomme comme marchandise. Il y a dissociation entre l'être pour soi et l'être pour le système. Commentaire sur la vie, c'est la machine à influencer du schizophrène. C'est la disparition d'une culture symbolique.

Le capital n'a de but que lui-même, s'accroissant sans cesse. C'est un pur imaginaire qui se veut tout-puissant, phallus psychotique qui serait à l'origine et à la fin de tout. C'est un déni du réel comme quoi c'est le travail qui crée les richesses. Le déni du rapport de cause à effet est une mystification du raisonnement et de la filiation des idées. Mais le capital ne crée rien par lui-même. C'est un phallus mort qui hallucine le vivant pour lui voler sa substance. Vol d'histoire, histoire de choses, l'argent ne fonde ni identité ni filiation et nous exclut en tant que personnes humaines.

La crise révèle la schizophrénie du capital qui débouche sur le fascisme et le délire schizo-paranoïde du nazisme organisé dans la forme paranoïaque de l'État.

Le socialisme libertaire définit l'économie par « l'étude des besoins de l'humanité et des moyens de les satisfaire » (Kropotkine) pour répondre aux besoins ou aux désirs de l'être humain, par la reconnaissance de l'usage réel des personnes, ce que ne fait pas le marxisme. Les activités ne se limitent pas à l'utilitaire matériel. Cela suppose la suppression de la plus-value et de toute valeur d'échange, qu'elle soit financière, mythologique ou idéologique, capitaliste, religieuse ou étatique, qui imposerait une valeur à l'échange et à l'usage de la personne au nom d'une totalité et d'une pseudovérité absolue dont l'individu ne serait qu'une chose.

« La propriété, c'est le vol » (Proudhon). Cela passe par la réappropriation des moyens de production et de distribution par les travailleurs et les usagers organisés sur un mode autogestionnaire. Chacun est libre de travailler seul ou associé. La commune met l'outil de travail à la disposition. Nul besoin d'en être propriétaire. Mais il n'y a pas exploitation de



l'autre. L'activité est définie par rapport à l'être humain et non pour le profit ou une valeur d'échange. Ce n'est pas seulement un partage équitable des biens, mais une autre conception globale de la production et de la distribution. L'activité locale vise à l'autosuffisance de la population et au respect de l'écosystème. Il ne s'agit pas de renoncer au progrès, mais qu'il soit utile, solide, de qualité, non nuisible et accessible à tous.

La cohérence économique, sociale et politique se prolonge par la commune libre et autonome, fondée sur la démocratie directe, conciliant intérêt personnel et général. Le fédéralisme apporte une vision globale et permet les projets communs et les échanges égaux quand ils sont nécessaires.

Il n'y a pas à comparer les individus. De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins, ce que Proudhon refuse.

Chacun exprime librement ses moyens et ses besoins qui ne sont pas liés (un malade ne peut pas produire mais a des besoins). L'échange doit être symbolique où chacun décide de son usage et de son échange. L'opposition entre l'individualisme, en fait une pseudo-individualisation égoïste de marchandise du capitalisme, et l'être seulement machine sociale du marxisme est un faux débat.

L'être humain est individu doué de sociabilité. Sociable et individu ne s'opposent pas, mais sont complémentaires dans une solidarité d'individus libres. La liberté ne s'oppose pas à l'égalité ni à la fraternité, contrairement à ce qu'affirme l'idéologie capitaliste pour qui la seule liberté est celle que confère l'argent. « L'égalité n'est pas l'uniformité » (Bakounine), mais le même droit pour tous d'avoir dans les faits les moyens de son existence, avec ses différences. Cette égalité et cette fraternité solidaire donnent les moyens de la liberté. Il n'y a pas de socialisme sans liberté.

Il n'y a pas de modèle unique, d'idéal obligatoire. À partir d'idées et d'éthique communes, la révolution anarchiste, de l'individu et de la société, a de multiples aspects, multi-formes et évolutifs, comme la vie réelle. À la cohésion sociale s'ajoute la cohérence de l'individu qui a les moyens du libre épanouissement de sa personnalité. **J. M.**



École et laïcité

le débat est loin d'être tranché

UN RÉCENT SONDAGE CSA commandé par le CNAL¹ nous rappelle avec vigueur que les valeurs de la laïcité sont reconnues et voulues par la plus grande partie de la société française, et cela n'en déplaît pas aux zélés du voile et autres signes religieux.

Il s'avère bien que 65% des Français interrogés se disent favorables (dont 39% très favorables) à la loi interdisant les signes religieux à l'école. Ce qui revient tout simplement à constater que nos concitoyens veulent un espace scolaire neutre de toute présence religieuse. Il y a dans cette prise de position une lucidité fort plaisante.

Un second plaisir sera de constater que « l'échantillon représentatif » interrogé ne s'est pas laissé influencer par les gesticulations des responsables d'organisations comme le MRAP, la Ligue de l'enseignement ou la FCPE... Responsables qui en se prononçant pour l'autorisation du voile dans l'espace scolaire ont engagé ces organisations dans une stratégie débouchant sur un soutien objectif aux dérives religieuses et communautaristes.

Parlons par exemple de la FCPE : nous avons toutes et tous milité dans cette organisation pendant la jeunesse de nos enfants, ou nous serons amenés à y militer... Eh bien, adhérents-tes de la FCPE, vous n'êtes nullement choqués par le port du foulard dans les écoles, collèges et lycées. Cela vous étonne sans doute puisque vous ne vous souvenez pas en avoir débattu dans les colonnes de *La revue des parents* ou « à la base ». Un débat ? Pour quoi faire, comme le rappelait si justement le secrétaire général, Faride Hamana dans un article au titre évocateur : « Le foulard : un débat déjà tranché ».²

Débat déjà tranché par qui, tranché comment, tranché dans la transparence d'une confrontation d'idées franche, ou bien tranché par un quarteron de responsables ? Si vous militez à la FCPE, vous connaissez la réponse...

Mais mon propos n'est pas de disserter sur la démocratie interne au sein de la FCPE, démocratie dont nous portons depuis longtemps le deuil, mais plutôt de revenir sur ce qui se met en place aujourd'hui pour rogner un peu plus nos libertés : toutes ces religions de merde qui polluent notre espace de vie. Cela a commencé par le voile, ce bout de chiffon qui, n'en déplaît pas aux imbéciles, n'est pas un « vêtement quelconque » mais bien, pour celles et ceux qui s'y accrochent et le défendent - les islamo-gauchistes d'une école pour tous, les Pierre Tévanian, Alain Gresch, Mouloud Aounit et consort - un signe éminemment religieux s'opposant de front à une culture laïque et universaliste.

Et puis rappelons à ceux qui ont la mémoire courte qu'accepter un statut particulier et réducteur de liberté à un groupe social spécifique - les femmes issues de l'immigration maghrébine - n'est rien d'autre qu'un positionnement à caractère raciste.

De plus, nous l'avons déjà dit, le lien est par trop évident entre les leaders des valeurs religieuses rétrogrades que sont l'islamisme, le catholicisme, l'évangélisme protestant, les groupes sectaires d'un côté, et de l'autre le capitalisme mondialisé. Ce dernier est bien aujourd'hui le grand argentier de l'obscurantisme institutionnalisé via dollars et pétro-dollars.

À chacun de choisir son camp. Celui de l'émancipation humaine ou bien celui de la soumission.

Pour notre part, anarchistes nous sommes, donc anti-religieux et anti-capitalistes nous resterons.

Jean Claude RICHARD

Groupe Henry Poulaille de St Denis.

1. Fait assez amusant, le CNAL comprend la FCPE et la Ligue de l'Enseignement, ceux-là même qui ont défendu le voile à l'école... Pour un désaveu, c'est un beau désaveu...

2. Texte paru dans *La famille et l'école*, 14/02/2003.

l'échappée



Qu'est-ce que l'anarchisme ?

Alexander Berkman – préface d'Emma Goldman – 256 pages – 15 euros

UNE DES PREMIÈRES et meilleures explications de ce qu'est l'anarchisme par un de ses activistes et intellectuels les plus renommés.

Inspiré du dialogue « entre paysans » de Malatesta, Alexander Berkman s'adresse à l'ouvrier américain du début du XX^e siècle et réussit ce tour de force qui consiste à parler clairement et simplement, sans pour autant être simpliste, de choses complexes. Se nourrissant des doutes de l'époque, il tient à synthétiser une pensée communiste libertaire qui prenne en compte les événements de la Révolution russe de 1917.

Berkman dénonce donc les grands maux de la société : travail salarié, gouvernement, guerre, religion, etc. Il montre comment le capitalisme et ses institutions d'oppression trouvent leur cohérence et endorment les consciences de populations qui les acceptent. Il expose les grands principes de l'anarchisme et décrit de manière rigoureuse le fonctionnement économique et politique d'une société libertaire. Le processus révolutionnaire qui permettra à cette société d'advenir se doit d'être en accord avec ses objectifs.

Ce livre permet à toutes et à tous de se faire une idée sérieuse et globale du pourquoi et du comment de l'anarchisme.

Alexander Berkman (1870-1936), anarchiste russe exilé aux États-Unis en 1888. En 1892, il commet un attentat contre le directeur d'une usine en grève. Libéré en 1906, il participe à de nombreuses luttes, écrit dans des journaux libertaires et fonde l'école Ferrer à New York. En 1919, il est expulsé vers la Russie avec Emma Goldman. Désenchantés par ce qu'ils y découvrent, ils partent en 1921 en Suède puis à Berlin où Berkman publie *Le mythe bolchevique*. Il finit sa vie en France.



Créée récemment par deux militants libertaires, la maison d'édition L'échappée vient de publier ses deux premiers livres : *Qu'est-ce que l'anarchisme?*, une traduction de l'ouvrage inédit en français d'Alexander Berkman, préfacé par sa compagne de route Emma Goldman, et une *Histoire désordonnée du MIL*, réédition d'un ouvrage écrit par plusieurs libertaires qui furent liés au mouvement.

L'échappée

130, rue Saint-Maur, 75011 Paris
www.lechappee.org

Histoire désordonnée du MIL

André Cortade – 128 pages – 9 euros.

EN ESPAGNE, dans les années soixante, tombent les derniers maquis de résistance anarchiste issus de la guerre civile de 1936-1939. Une nouvelle génération arrive, elle refuse de se limiter aux seuls objectifs antifranquistes. Le MIL de 1973 (Mouvement Ibérique de Libération, ou 1000) reprend l'expérience là où les révolutionnaires de mai 1937 l'avaient provisoirement laissée.

À l'origine, il y a ces groupes autonomes qui évoluent en marge du stalinisme, du gauchisme ou de l'anarchisme. Barcelone, capitale de l'insurrection de 1936, devient le maquis du MIL. Il agit essentiellement dans un triangle Barcelone-Perpignan-Toulouse. La vie du MIL est faite de réseaux, de brochures distribuées sous le manteau, d'expropriations de banques pour alimenter les caisses de grève, de passages clandestins de frontières... S'y ajoute une longue pratique de l'illégalité, devenue chez les Espagnols une seconde nature.

On a souvent réduit le MIL à une activité quasi terroriste, ou aux seules luttes de soutien à ses prisonniers menées à partir de 1973 – dont le plus connu est Salvador Puig Antich. On ne s'est pas livré au moindre examen critique, ce à quoi cet ouvrage s'emploie en mettant en perspective des textes internes et externes, en fournissant une chronologie détaillée et une bibliographie complète. On ignore surtout que le MIL représente l'expérience majeure du mouvement révolutionnaire espagnol de ces 40 dernières années.

André Cortade, signature collective de plusieurs libertaires intimement liés à l'aventure du MIL.

Dans les salles noires

Private de **Saverio Costanzo**,
sortie le 6 avril.

The Three Rooms of Melancholia de **Pirjo Honkasalo**,
sortie le 20 avril.

Heike Hurst

Private

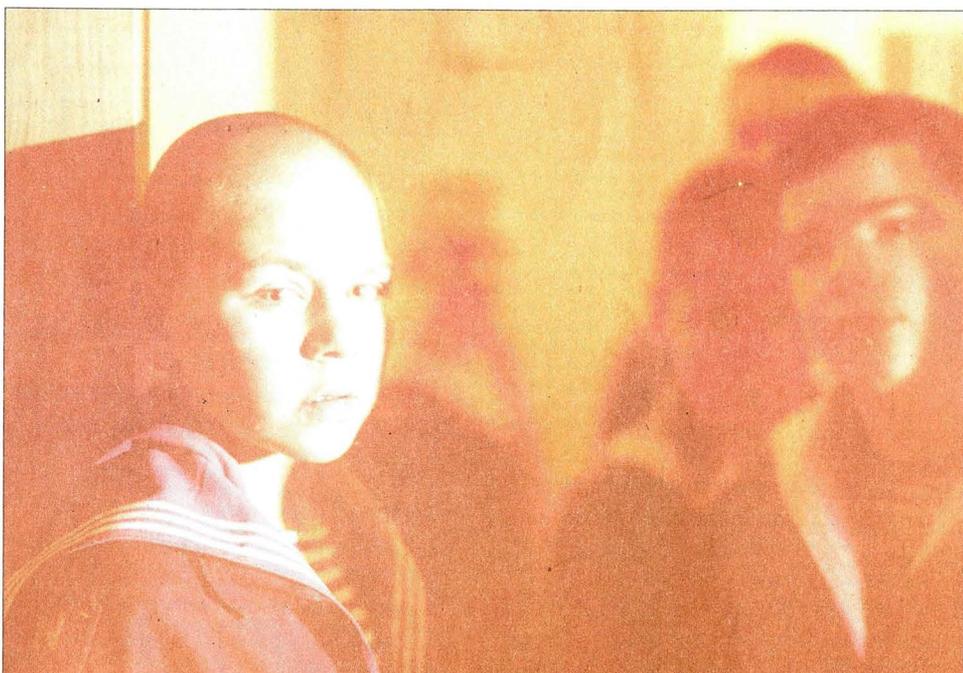
SAVERIO COSTANZO séjourna plusieurs fois en Palestine, devint témoin d'un fait divers dont parlaient les journaux, tellement la résistance passive, pratiquée par un père de famille, avait étonné et surpris. Les faits : une famille palestinienne habite une maison assez isolée, surplombant une colline. Point stratégique important pour l'armée israélienne, on les prie de quitter les lieux. Le père de famille résiste et défend son bien, son ancrage. Il obtient un compromis. La famille continue à vivre dans la maison, s'installe au rez-de-chaussée, les militaires habiteront l'étage. La nuit, ils sont bouclés. Interdiction de quitter cet endroit, de sortir et d'aller aux toilettes. Mais le père respecte tout cela tout en négociant chaque fois qu'il peut. Ses enfants contestent. Sa femme veut qu'ils partent pour ne plus vivre cette l'angoisse quotidienne. Les enfants, ses fils surtout, veulent combattre, deviennent haineux à force d'inaction. Le père insiste pour que la vie continue. S'ils ne peuvent aller à l'école, il leur fera l'école. Ses raisons profondes, il les explique inlassablement. Il ne veut pas devenir un exilé de plus. Un réfugié de plus : sans travail, sans possibilité de libre arbitre. Il ne veut pas être dépouillé de son identité. Sa famille ne l'écoute pas, conteste et s'oppose à lui.

Petit à petit, sa grande fille, qui devrait partir à l'université et faire des études, fait le choix de rester – car celui qui part, ne pourra plus revenir –, et, sans le vouloir, elle devient son alliée. Car, en espionnant le « camp ennemi », elle réalise que son père n'a pas tort. Qu'il a la sagesse de voir qu'on ne peut occuper éternellement, que cette situation est intenable, ne peut durer, même pour la partie adverse. Qu'il est important d'affirmer ses droits, car une fois spolié, qui les défendra ? Comment arrive-t-elle à ces considérations ? Par l'expérience. Et par un dispositif cinéma : Elle s'introduit dans une armoire abandonnée

au premier étage, regarde et écoute. La porte, elle la manie de sorte qu'elle ne soit pas découverte et aussi comme une caméra mobile – ou fusil à lunettes ? – qui découperait par son viseur le champ adverse. Ce qu'elle découvre, la consterne et la ravit. Un soldat joue de la flûte et se fait rabrouer par son supérieur. Un autre attend de repartir en permission, permission qui n'arrive pas. Ils sont là à guetter un ennemi qu'ils ne cernent pas, qui ne se matérialise jamais et souffrent du mal du pays. Une image de Tsahal, loin de tous les clichés. *Private* obtint le Léopard d'or du Festival de Locarno. Mohammad Bakri est le père de famille. Tourné dans les paysages âpres de la Calabre pour ne mettre personne en danger, le réalisateur fait œuvre de documentariste et réussit son pari : symboliser la situation actuelle des territoires occupés... renvoyer la balle dans le « privé », invitant chaque individu, chaque personne, à prendre ses responsabilités.

Rappel : dans cette lignée d'idées, il y a un autre beau film toujours à l'affiche : la *Fiancée syrienne*. Une jeune Druze, promis à un Syrien, doit se marier. Tracasseries administratives entre deux barrières, deux frontières, et la décision solitaire de la jeune femme de braver les interdits stupides, les tampons sur le passeport et la Croix Rouge médiatrice en traversant seule le no man's land qui la sépare d'une autre vie. Un film d'Eran Riklis. Prix du public à Locarno. Toujours à voir, des films, révélant les mutations de la société israélienne : *Or, mon trésor* de Keren Yedaya. *Caméra d'Or* à Cannes. *Prendre femme* de Ronit et Schlomi Elkabetz et *Promised Land* de Amos Gitai qui démonte l'organisation de la traite des blanches, des réseaux de prostitution (des filles de Russie ou des Pays baltes) qui finissent dans les bordels de Tel-Aviv et de Haïfa. Film ambivalent, car il exalte et magnifie ce qu'il est censé de dénoncer.





The Three Rooms of Melancholia

Ce film actuel, magnifique, réalisé par une documentariste-cinéaste finlandaise, sort enfin sur nos écrans. Pirjo Honkasalo (scénariste, réalisatrice et caméra-woman à la fois) nous épargne les éternels champ-contrechamp des films à interviews. Elle pense son travail en termes de cinéma. Les « Trois stades de la mélancolie » relate ce qui arrive aux orphelins tchéchènes s'ils avaient un père ou une mère russes: ils sont emmenés à l'orphelinat de la ville – l'enclave – de Kronstadt, où ils sont élevés, entraînés à l'académie des cadets russes pour « servir de chair à canon » comme le dit froidement la réalisatrice. Elle méprise Poutine qui permet que le conflit tchéchène s'enlise, qui « recrute » ces orphelins pour disposer d'une réserve de futurs soldats, élevés pour tuer « l'ennemi tchéchène ».

Elle rend hommage aux hommes qui les forment et qui essaient de les traiter le plus humainement possible. Cette partie du film est la plus documentaire et la plus descriptive, la plus sobre et peut-être même la plus bouleversante. Ils ont 10 ans en moyenne, nagent dans les uniformes, sont tristes et cherchent comment résister à l'entreprise d'uniformisation, parcours obligé de tout élève de l'Académie militaire russe. Les plus résistants et les plus fiers proclament :

« Je suis Tchéchène et musulman » et ils rêvent tous de « tuer des gens vraiment mauvais ». À qui pensent-ils en disant cela? Aslan, 11 ans, a été violé d'innombrables fois par des soldats russes... Ces jeunes, à qui la guerre a volé l'enfance, la famille et un foyer, gardent secrets et mystère, tiennent à leurs rêves, écrivent des poèmes...

Ce sont ces poèmes écrits par les cadets de Kronstadt qui deviennent matière et texte de la musique du film. Sanna Salmenkallio, femme compositeur de 26 ans, fait de leurs paroles le leitmotif de la bande originale du film. Ces

poèmes chantés, sorte de requiem, sont interprétés par une voix de contre-ténor, l'Estonien Risto Joost, qui chante en russe et en tchéchène... Cela ajoute à l'étrangeté et à la beauté de ce film, composé en tableaux bien distincts.

Deuxième partie: Grozny. La capitale tchéchène n'est plus. Les ruines d'une ville dévastée nous regardent, en noir et blanc. Les enfants, orphelins, vivent dans les décombres. Une femme, Gataeva Hadizhat, les recueille. Ce sont ces « héros » du quotidien, de la lutte pour la survie, qui intéressent Pirjo Honkasalo. Les conséquences désastreuses de cette guerre sont mises à nu sans emphase par les témoignages. La destruction de la psyché humaine comme suite logique de la sauvagerie guerrière n'aura rarement trouvé de « preuves » aussi éclatantes.

Troisième partie: Nous sommes dans un camp de réfugiés à la frontière de l'Ingouchie, des Tchéchènes dansent sous les bombardements, les enfants les suivent et les regardent.

Pirjo Honkasalo confronte tous les enfants (à Kronstadt, à Grozny et en Ingouchie) aux images de la prise d'otages au Théâtre Dubrovka à Moscou. Pourquoi? « Parce que c'est arrivé au moment du tournage à Kronstadt et donc c'était sur tous les écrans au moment du tournage », dit la réalisatrice.

La projection du film au Festival de Venise, programmé par le plus grand des hasards pendant la prise d'otages de Beslan, prenait ainsi encore plus de force et des allures carrément prophétiques. Ce n'était pas un coup médiatique organisé de sang froid, mais bel et bien un hommage de la fatalité au courage de la réalisatrice et de sa productrice. Car le film était à l'origine une commande d'un producteur américain. Pirjo Honkasalo refusa de lui céder le final cut. Sa productrice, Kristiina Pervilä, se bat alors pour faire exister le film. L'Ingouchie était encore à ce moment la plaque tournante des organisations humanitaires susceptibles d'informer sur les événements en Tchétchénie. Leur départ forcé – après le 11 septembre – s'accompagne par l'arrivée au pouvoir de nouveaux dirigeants mis en place par Poutine. Donc fin d'une infrastructure de tournage protégé, fin d'autorisations de toutes sortes. Poursuite du tournage « sous le manteau », aux risques multiples. Pour le reste, voir plus haut. À ne pas manquer.

H. H.



Suzy au chant et
Gérard
à l'orgue de barbarie
en 2003 à Merlieux.

Gérard Lorne a posé les valises

GÉRARD LORNE s'en est allé ce 12 avril 2005. Le cœur. Sans doute de l'avoir eut si grand.

Si on s'en réfère à ses faux papiers algériens, il serait né en 1929. Au boulot très jeune. Plombier zingueur. Puis moniteur dans l'enseignement technique. Comme beaucoup de jeunes prolos de cette époque, il milita un temps au PCF. Le temps de s'apercevoir que... Et c'est donc, tout naturellement, que lors de la guerre d'Algérie, il fut de ceux que l'on appela « les porteurs de valises » qui rendirent mille et un petits services au FLN. Comme de prêter son appartement pour la tenue de réunions. Et, bien sûr, il arriva ce qui devait arriver: le 1^{er} octobre 1959, il fut arrêté par la police qui trouva chez lui « le trésor du FLN », soit 44 millions de francs de l'époque (il s'agissait des cotisations que les travailleurs algériens de France versaient (pas toujours de bon gré, au FLN). Emprisonné, il bénéficia au bout de quelque temps d'une mise en liberté provisoire pour assister sa fille qui était au plus mal. Il en profita pour tailler la route. Ensuite ce fut le Maroc, l'Algérie indépendante où il mettra sur pied un collègue technique, le temps de découvrir ce qu'il en était du nouveau pouvoir en place. L'exil, alors, de nouveau (entretemps il avait été condamné par contumace à vingt ans de pri-

son). Un temps ici, un temps là, un temps ailleurs. Un peu partout dans le monde. Mais toujours là où ça bougeait. A Prague en 1968, au moment de l'arrivée des chars russes...

De retour en France dans les années 70, il s'installera en Ariège, du côté de Saint-Girons. Il animera un temps un lieu de vie, Thélème, pour jeunes toxicos. Puis début des années 90 ce sera la rencontre avec les anars. Bonaventure. Los Solidarios. Et très récemment, son adhésion à la FA.

Un drôle de parcours, donc, qui l'aura mené « Du rouge au noir »!

Salut l'ami! Ta gentillesse, ta révolte toujours à fleur de cœur, ta générosité, ton sens de l'hospitalité et de la solidarité, vont nous manquer!

Toute notre amitié (celles de tous les copains, du Monde libertaire et de la FA) à Suzy, Muriel, Toto, François...

Jean-Marc Raynaud

1. Titre de son autobiographie, *Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise*, 236 pages, 9,50 euros, en vente à Publico, 145, rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajouter 10 % pour le port. Dans cette autobiographie romancée, Gérard mourait en Espagne. La réalité a, hélas, rejoint la fiction.

Folk à lier à Ivry-sur-Seine

Dimanche 24 avril 2005

L'émission de musiques traditionnelle, world et apparentées sur Radio libertaire 89.4 MHz en direct et en public, de 12 à 18h30, depuis le Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine, M° Pte-d'Ivry près du moulin.

Mini-concerts avec:

Marc Perrone & Marie-Odile Chantran, Time to time (musique irlandaise du Clare), Abaji (guitare world blues), Quintet Sarocchi (polyphonies corses vocales et instrumentales), Nobody's Business (musique old-time des Appalaches) et Mahmut & Françoise Demir + Özcan Dursun (musique turque et du Proche-Orient).

Discussions et débats:

– Présentation du 30^e Festival de Musiques vivantes, avec Gilles Régnard & Audrey Lehot de la MJC/CMT de Ris Orangis, Philippe Krumm (directeur de Saint-Chartier, chroniqueur à Mondomix, etc.), UCPS (ass. organisatrice des Musicalies en Sologne et autres), François Besignor (journaliste et responsable du CIMT), Gilles Fruchaux (directeur du Label Buda Musique), Michel Clec'h (musicien & animateur sur Radio Pays) et Michel Le Cam, Jacques Lanfranchi (sonorisation et musique traditionnelle française)

Co-organisé par Folk à lier, RL et le Forum Léo-Ferré. 5 euros (Attention places limitées). Infos et réservations au 06 84 59 50 51.



Jeudi 21 avril

Si vis pacem de 18 heures à 19h30

Sur le thème nucléaire civil ou militaire, la réponse est non!

Samedi 23 avril

Chroniques syndicales de 11h30 à 13h30

Reçoit « Souriez, vous n'êtes plus filmés ».

Lundi 25 avril

Le monde merveilleux du travail de 20h00 à 21h00

Animée par la section ANPE de la CNT, l'émission aura pour sujet la prévention de la délinquance juvénile.

L'équipe du Parisien Libertaire rendra hommage à Miss Night de minuit à 9h30 à l'occasion de la 100^e émission du Parisien libertaire. Au programme, l'opéra du pauvre, antipasti, et café noir.

Mardi 26 avril

Pas de Quartier de 18 heures à 19h30

L'équipe du groupe. Louise Michel recevra en direct Freddy agriculteur en AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) et Clément de l'AMAP du 11^e pour débattre des alternatives collectives pour certains petits paysans.

Parole d'Associations de 19h30 à 20h30

Avec RécréAction, association de promotion de la chanson française et des musiques du monde à l'occasion de ses 10 ans.

Mercredi 27 avril

Blues en liberté de 10h30 à 12 heures

Buddy Guy, le noir guitar hero

Jeudi 28 avril

Si vis pacem de 18 à 19h30

Mouananniversaire avec Gérard Durand.

Mardi 3 mai

Parole d'Associations de 19h30 à 20h30

Avec Jean-Claude ALT, responsable de la Commission Enfants à Amnesty International.



Jusqu'au 12 juin

Mons (Belgique)

L'Anarchisme à la Une au Mundaneum, rue de Nimy 76. Exposition et Mundaweb ouverts du mardi au dimanche de 12 à 18 heures.

Samedi 23 avril

Nantes

Manifestation antinucléaire à 14 heures à la prairie aux Ducs, sur l'île Beaulieu, arrêt tramway ligne 1 chantiers navals, à l'appel des groupes FA de Bretagne et du Réseau Sortir du Nucléaire.

Jeudi 28 avril

Paris 10^e

Les Monologues du vagin, texte de Eve Ensler sera lu exceptionnellement par Virginie Barré, Sophie Berdah, Karine Bernard et Natacha Henry au profit de l'HAFB (Halte aide aux femmes battues) à 20h30, à l'espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes. 12 euros. Représentation aussi le lendemain.

Merlieux (02)

La bibliothèque sociale recevra, pour une rencontre-dédicace, Serge Livrozet, de 18 à 21 heures, au 8, rue de Fouquerolles. Infos au 03 23 80 17 09.

Montréal (Québec)

Panel d'ouverture du Festival de l'anarchie: « Éducation, état des lieux et propositions libertaires. » De nombreux intervenants, suivi de bières et ambiance DJ toute la soirée. A partir de 19 heures à l'Alizé, 400, rue Ontario Est, M^o Berri-Uqam. Entrée: prix libre.

Dimanche 1^{er} mai

Nîmes

Les mauvais jours finiront! Après la manif, apéro à la Cantina, rue Graverol.

Suivi à 14h30 d'une intervention de Claire Auzias sur Louise Michel, puis à 16h30 débat sur l'autogestion avec Jean-Pierre, ouvrier de l'usine Lustucru d'Arles, pour finir en chanson avec François « Le chansonnier ».

Organisé par le groupe Gard-Vaucluse de la FA.

Paris 19^e

Manifestation anarchiste en mémoire des martyrs de Hay Market, à 12 heures, Place des fêtes, à l'appel de la Fédération anarchiste.

Lyon

Pour un 1^{er} mai 2005 Noir et Rouge!

Mercredi 27 avril: rencontre lecture autour du livre *Le chemin des Révoltés* de Maurice Jeanniard à 18h00 à L'Arrêt Public des platanes, 10, place Morel, Lyon 1^{er}. Organisé par LIP.

Jeudi 28 avril: projection débat, lip 73 de Dominique Dubosc. À partir de 19 heures à l'Atelier, 91, rue Montesquieu, Lyon 7^e.

Vendredi 29 avril: projection débat à 20h30 *On n'est pas des steaks hachés*. À la librairie la Plume Noire, 19, rue P-Blanc Lyon 1^{er}. Organisée par l'Union de groupes anarchistes lyonnais et l'OCL dans le cadre de la campagne *Les libertaires contre la précarité*.

Samedi 30 avril: à 14h00 au Palais du travail 9, place Lazare Goujon Villeurbanne Métro gratteciel: « Luttés sociales et répressions antisyndicales. » Débat rencontres avec des militants de la CNT. A 19h30 au CCO de Villeurbanne (39, rue Georges Courteline), Concert (Brigada Flores Magon et Trijas) organisé par Culture de Classe.

Dimanche 1^{er} mai: 10h00: Place Gabriel-Péri (métro Guillotière - Lyon 7^e): manif noire et rouge pour la lutte des classes.

Organisé par: l'Atelier, la CNT, Culture de Classe, la Gryffe, Libertaire Production, l'OCL, Radio Canut, l'Union de groupes anarchistes lyonnais.

St-Étienne

Festival des résistances et des alternatives du 30 avril au 8 mai

Zone de gratuité, conférences, projections, manifs, arts, débats, concerts, rencontres et zone d'information libre. Organisé par Avataria, la CNT, la France qui pue, Lulu percute, Numéro Zéro et Radio Dio. Toutes les infos sur <<http://resistances-alternatives.org>>.

Quand les ouvriers prennent la caméra : les films Medvedkine.

Rétrospective intégrale au local libertaire Le Coffre-Fort, rue Bonneville, en face de l'IME à Saint-Claude (39). Films projetés en 16 mm par l'association Plouccc et le groupe anarchiste Lucio avec le concours du CCPPO. Infos : association Plouccc, Maison du peuple, 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude ou grouplucio@altern.org Plusieurs séances à 21 heures : les 22 et 30 avril et les 14 et 20 mai.

Nancy

Rencontres libertaires sur la décroissance organisées par Alternative libertaire, Casbah, CNT, Fédération anarchiste, Marée noire et No Pasaran, à la MJC Bazin.

Vendredi 6 mai dès 18h30 :

Battacuda et Fanfare et, sous réserve, un théâtre de rue. Puis manifestation festive à pied, à vélo et en rollers, suivie d'un apéro.

Samedi 7 mai

dès 10 heures :

Deux ateliers-débats : informatique et consommation. Conférence : la décroissance, pratique de jeux coopératifs.

Soirée cabaret à 21 heures : repas et animations (contes, jonglerie, magie, musique, etc.).

Dimanche 8 mai

dès 11 heures :

Quatre ateliers/débats : sciences et techniques, énergies, transport et éducation.

Concert à 21 heures.





dominer, c'est être tyran, être dominés, c'est être lâches.
que le peuple se mette donc debout.